

Institutions Européennes

Ne pas confondre institution et organisation. Lorsqu'on parle d'institutions européennes le plus souvent on pense à l'Union européenne. On va faire une description plus panoramique des organisations et institutions de l'UE.

3 points à savoir distinguer (sinon -1 à l'examen) :

Conseil de l'Europe : **organisation européenne** créée en 1949 qui comporte 47 Etats membres dont la Russie et la Turquie. Principalement compétente en matière de respect de la démocratie et des droits de l'homme. **C'est dans ce cadre qu'a été ratifiée la CEDH** (convention européenne des droits de l'homme). C'est une organisation autonome.

Conseil européen : **institution de l'UE**. Organe pol de l'UE qui réunit les chefs d'état et de gvt

Conseil de l'union européenne : **Institution de l'UE**. Celui-ci réunit les ministres des états membres en fonction de la question à traiter.

Autre pb : Cours Européenne de justice ne veut rien dire et peut renvoyer à deux réalités :

- La cour européenne des droits de l'homme qui a son siège à Strasbourg et doit contrôler la bonne application de la CEDH.
- Cour de Justice de L'Union Européenne (CJUE qui siège à Luxembourg et doit veiller à la bonne application de l'Union Européenne.

Introduction : les deux « visages » de l'Europe.

Définir ce qu'est l'Europe est difficile, d'abord d'un point de vue géographique. Traditionnellement l'Oural n'est pas une frontière naturelle pour démarquer l'Europe de l'Asie. Le Conseil de l'Europe ne s'est jamais vraiment posé la question de savoir ce qu'était un Etat européen : Turquie, Russie en sont. D'autres ont des conditions plus restrictives.

L'Europe a une forte identité chrétienne mais ne l'est pas nn plus totalement : judaïsme islam par exemple ont de grandes incidences en Europe.

En revanche **il est plus facile de constater tout au long de l'histoire une volonté constante de réaliser l'unité de l'Europe** : Charlemagne, Napoléon Ier, Charles Quint... Il y a une **réflexion littéraire** autour de cette question de l'unité européenne au 16ème : Erasme, Thomas Moore. Au 17^{ème} d'autres s'y intéressent aussi : William Penn en 1693 dans *Essai sur la Paix présente et futur de l'Europe* qui tire les conséquences de la guerre de 30 ans. On a cette idée que **l'Europe doit être liée à la paix**, pour des raisons éco par exemple. Le plus connu est **Victor Hugo qui évoque les Etats unis d'Europe**.

L'initiateur de l'Union pan européenne a été Coudenhove-Kalergi et Aristide Briand avec son discours à la société des nations en 1922. Un certain nbre de constante de la problématique européenne apparaissent à ce moment. A cette époque apparaît notamment l'idée du couple franco-allemand. Des termes tels que marché commun et communauté européenne apparaissent.

Mais ces projets ne dépasseront pas le statut de projet et sont tués par la crise de 29 et l'émergence des totalitarismes.

Section 1 : L'Europe de l'intégration ou le « visage fédéraliste » de l'Europe.

A) La finalité recherchée : le modèle fédéral.

C'est une finalité très ambitieuse puisqu'il repose sur une idée d'une **intégration des Etats européens** dans un ensemble plus vaste qui serait appelé à **constituer lui-même à terme un nouvel Etat**. Il viendrait se **substituer aux Etats nations**. Cette méthode intégrative revient à terme à faire disparaître les Etats nations comme entités autonomes.

D'un pt de vue théorique cette approche repose sur 2 sous-courants :

- **Le fédéralisme classique :**

Il s'inspire de Madison, Hamilton (federal papers) etc... c'est une **approche pragmatique institutionnelle** car il privilégie l'aspect organisationnelle de la fédération et vise à dépasser la forme contingente des Etats-Nations. **Les Etats ne sont pas dénoncés du fait de leur nature même mais du fait de leur dimension** (taille). Dans un monde où les grands espaces sont seuls garants de l'efficacité, les petits espaces sont inefficaces. Donc ce n'est pas l'idée d'Etat qui est rejetée mais c le pragmatisme qui prime.

Ajd'hui la plupart des grands Etats par la puissance sont des Etats fédéraux à l'exception de la chine.

- **Le fédéralisme intégral :**

Courant bcp plus idéologique. Il est **antiétatique**, regroupe un certains nbre de penseurs qui **condamne l'Etat du fait de sa nature même** qui s'agisse de l'Etat unitaire comme de l'Etat fédéral comme l'Allemagne ou les USA.

Ce mvt propose une fédération européenne : procédé **d'organisation volontaire et soumission à une autorité supranational qui ne doit pas être politique mais administrative de régulation**. Ce fédéralisme a une forte **ambition régionaliste** : les grandes régions doivent s'unifier pour constituer les maillons de base de l'Europe unifiée. Disparition de l'entre deux qu'est l'Etat nation.

Dans les 50's ces deux courants ont été mêlés mais finalement le fédéral classique a été privilégié. On parle pour l'Europe de **fédéralisme agrégatif**. Exemple fédéralisme agrégatif : USA. (fédéralisme désagréatif : **lorsqu'un Etat fédéral se constitue par explosion d'un Etat unitaire**). Dans ce type de construction à terme les Etats sont amenés à perdre leur souveraineté.

Au sens juridique du terme la souveraineté a deux définitions :

- 1) Jean Bodin : « **c'est une puissance une, entière et indivisible** ». », on l'a en entier ou on ne l'a pas. Si on abandonne un élément de la souveraineté, alors on ne l'a plus. **Dans cette vision là lorsque les Etats transfèrent des compétences qui relèvent de leur souveraineté ils ont volontairement abandonné leur souveraineté.**
- 2) Georges Jellimek : « **la souveraineté c'est la possibilité de déterminer la compétence de sa compétence** ». » Ex : en Allemagne les Etats fédérés ne sont plus maître de la compétence de leur compétences. On ne devrait alors plus parler d'Etat fédéraux mais d'entités fédérales puisque les Etats en ALL n'ont plus la compétence des compétence.

Il est difficile de faire un total parallélisme entre la constitution des USA et celle de L'Europe. La méthode retenue n'est pas la même.

B) La méthode retenue : le mode supranational.

Ce mode supranationale est un **mode d'intégration originale qui sert le projet d'unification fédérale sans qu'il y ait de création a priori d'un Etat fédéral fondé sur une constitution fédérale**. Le mode supranational est un **processus progressif et irréversible**. C'est un **effet d'engrenage** (spill over en anglais). Elle va intégrer progressivement certains secteurs de l'Economie avec possibilité d'élargir ça à l'ensemble de l'activité économique puis même d'intégrer de plus en plus de secteur avec à terme un intégration politique.

Paul Reuter dit la supranationalité repose sur 3 critères :

- **Mise en place d'organes supranationaux** : institutions qui jouissent d'indépendance totale à l'égard des gouvernements nationaux. En UE c'est la **Commission Européenne** (les commissaires européens n'ont pas de compte à rendre).
- **Transfert progressif de compétences Etatiques au profit de ces organes.**
- **Capacité reconnue à ces organes de produire directement du droit qui s'imposeront non seulement aux Etats mais également aux individus.** C'est une des caractéristiques essentielles.

Dans le cadre de la supranationalité il est incontestable que **le dernier trait marquant concerne les modes de prises de décision**. Dans les structures fédérales les décisions se prennent **à l'essentiel à la majorité**. Là encore on retrouve l'abandon de souveraineté : des Etats peuvent se voir imposer des décisions qu'ils n'ont pas souhaité, pas voté.

Cela fait toute la différence avec le visage de **l'Europe de la coopération** qui maintenait la **règle de l'unanimité**.

Section 2 : l'Europe de la coopération ou le « visage confédéraliste de l'Europe » :

A) La finalité recherchée : le modèle confédéral

Il y a bcp d'auteurs et de dirigeants politiques qui veulent privilégier ce **modèle de libre intégration de l'Etat**, plutôt que celui de fédération intégrée.

Aucun Etat ne sacrifie sa souveraineté sur l'autel de L'Europe. Il ne s'agit pas de créer un super Etat qui se superposerait à l'Etat nation mais il s'agit plus modestement de **créer une association d'Etats souverains qui par un Traité délègue** (et non pas tranfere), **l'exercice de certaines compétences à un organe souverain**.

→ C'est le mode de la confédération : forme de **coopération internationale institutionnalisée**, stable dans le temps et organiquement structurée. Elles ont vocation à développer une dynamique propre qui peut dans un second tps déboucher sur la création d'une fédération (ex : USA), mais pas toujours. Il y a simplement un effet d'entraînement potentiel.

Si cette formule est appréciée c'est qu'elle permet de maintenir la stabilité des liens entre les Etats membre avec aussi une très **grande souplesse qui permet aux Etats de ne pas être liés à des décisions avec lesquelles ils ne sont pas d'accord**.

B) La méthode retenue : le mode intergouvernemental.

Cette formule n'exclue pas la création d'organes permanents mais **il n'est aucunement question de transférer des compétences, seules seront consenties des délégations de compétences**. En définitive la décision appartiendra tjrs aux Etats. C une logique de prise de décision à **l'unanimité**. Or cette exigence peut être analysé comme un **veto** que détient chaque Etat participant.

De ce point de vue on peut définir **une délégation de compétence** non pas comme une perte de souveraineté mais comme une **limitation de souveraineté, volontaire, temporaire et toujours réversible**.

En résumé :

Europe de l'intégration = modèle de type fédéral avec transfert de compétences et abandon de souveraineté avec prise de décision à la majorité

Europe de la coopération = modèle confédéral, simple délégation de compétence avec exigence d'unanimité pour décisions => pas de perte de souveraineté.

Ces deux modèles se sont opposés **après-guerre** notamment au **Congrès de La Haye** présidé par Churchill pour relancer la construction de l'unité euro. Ya eu bifurcation entre formation de 2 types : la construction communautaire fondée sur le mode de l'intégration qui devient l'Union européenne puis sur le modèle de la coopération qui a fondé d'autres organisations.

Mais l'UE n'est pas totalement un modèle intégratif : il y a encore un **certain nombre de décisions qui continuent de se prendre à l'unanimité** notamment les politiques fiscales, sociales ou même les décisions régaliennes comme politique extérieure (armement ou défense).

A l'inverse certaines organisations qui historiquement reposent sur modèle coopératif ont évolué vers un modèle plus contraignant. Ex : le Conseil de l'Europe qui sous la Convention européenne des droits de l'homme (qui a des exigences contraignantes) tend à se rapprocher d'une organisation d'intégration.

Première partie – Les principales organisations de « l'Europe de la coopération »

Rqes introductives : le contexte d'apparition de ces organisations de coopération est celui d'**après-guerre**. L'Europe est économiquement dévastée et politiquement divisée : tout est à reconstruire. Cela oblige les Etats à choisir leur camp dans le contexte de Guerre froide dans lequel apparaît l'**OECE** ou Organisation Européenne de Coopération Economique en **1948**. 1^{ere} mission : répartir l'aide du plan Marshall. Très vite l'OECE est rejointe par d'autres orgas principalement dans le domaine militaire, économique ou politique (de défense des droits de l'homme). Dans le même temps les Etats du bloc de l'Est mettent en place des organisation de coopération dirigées par l'URSS comme le Kominform (orga politique de l'Europe de l'Est) ou le Pacte de Varsovie (coopération militaire de défense) ou le Comecon (coopération éco des Etats d'Europe de l'Est).

Titre 1 : L'Europe de la défense et de la sécurité collective

Section 1 : L'Union de l'Europe occidentale (UEO) : une organisation pionnière... mais récemment disparue

Créée en 2 temps : 1948 puis 1954.

A) Evolution chaotique de l'UEO

1° Des origines jusqu'au début des années 1990

L'UEO a vu le jour dans le contexte de Guerre Froide : dès 1947 les pays du bloc de l'Est sont contraints de décliner l'offre du plan Marshall. Ils choisissent cette même année de créer le Cominform pour se doter d'une structure interétatique de coopération. Dans le même temps les ministres **français et anglais signent**, suite à l'échec de la question allemande, le **Traité de Dunkerque le 27 mars 1947**. Il prévoit une assistance mutuelle face à l'Allemagne. **17 mars 1948 le Traité de Bruxelles** élargit cette alliance défensive aux Etats du Benelux. => **c'est ce traité qui crée l'UO** (Union occidentale). Les Etats Unis ont laissé entendre qu'ils subordonneraient leur aide à la défense de l'Europe au fait que les Etats européens arriveraient à s'entendre préalablement. Ce traité de Bruxelles valable pour 50ans insiste sur l'assistance mutuelle en cas d'agression de l'un des membres ; et il interdit à la RFA de fabriquer des armements nucléaires, bactériologiques ou chimiques. Les Etats s'y engagent aussi à ne pas dépasser un certain seuil d'effectif militaire et d'armement : c'est un embryon de limitation des stocks d'armements qui est né avec ce traité.

Ce traité est assez rapidement suivi d'effets : un **Etat-major commun** qui siège à Fontainebleau est créé. Mais cette union occidentale doit évoluer pour diverses raisons :

* **le Coup de Prague en février 1948** fait prendre conscience que **l'ennemi commun des Etats euro c'est désormais plutôt l'URSS** ou l'Europe de l'est plus largement. Donc c'est la logique de base qui se trouve faussée.

* **on constate dans le même temps que l'Europe de la Défense ne va pas pouvoir se faire dans le cadre de l'Europe communautaire.** Cf l'échec de la Communauté Européenne de Défense qui suivait la logique de la création de la CEE mais allait trop loin dans la « coopération ». L'échec de la CED oblige à repenser l'Europe de la défense non pas dans le cadre intégratif mais dans le cadre coopératif. **23 octobre 1954 accords de Paris** qui transforment l'UO en UEO. A cette occasion Allemagne et Italie deviennent membres de l'UEO et Grande Bretagne et Canada deviennent observateurs. Malgré certains succès, **l'UEO** tombe très vite en léthargie car **concurrencée par une autre organisation, l'OTAN**. Dans les années 1980 il y a tentative de redynamiser l'organisation, dans le contexte d'installation de missiles soviets aux frontières de l'Europe. **1984 déclaration de Rome** en vertu de laquelle l'UEO doit servir de cadre à la **promotion d'une identité de sécurité européenne**.

Mais la suite de la Déclaration insiste sur la nécessité de renforcer la sécurité occidentale et non européenne : aveu d'impuissance car on admet l'impuissance de l'Europe à créer une politique de défense hors des Etats Unis.

2° Evolution de 1990 à nos jours

A partir de là l'UEO continue de s'élargir jusqu'à atteindre la taille de 28 (la plupart de l'actuel UE plus Turquie Islande Norvège), mais sur la même période **l'UEO va être progressivement écartelée entre L'Union Européenne et l'OTAN**.

Par écartèlement on entend :

- **Le traité de Maastricht de 1992** crée officiellement l'Union Européenne. De 1957 à 1992 on ne parlait pas d'UE mais des communautés européennes (CECA, EURATOM, CEE). A partir de là l'UE absorbe les communautés sans les faire disparaître. (Depuis le traité de Lisbonne de 2007 il n'y a plus que l'UE, on a mis fin aux communautés.)
- Cette UE prévoit de **mettre en place une politique étrangère et de sécurité commune la PESC**. Ca inclut les questions relatives à la sécurité de l'UE et à terme la mise en place d'une défense commune.
- Il est prévu aussi que dans un premier tps l'UE s'appuie sur l'UEO qui sera son bras armé en matière militaire, jusqu'à la **mise en place des structures propres à l'UE**. Cette situation serait temporaire.

A la fin des 90's l'utilité de l'UEO est absorbée par l'UE.

De ceci témoigne la **déclaration de Peters Berg 19 juin 1992** dans le cadre de l'UEO qui prévoit la mise à disposition par l'UEO de forces militaires qu'elle prêtera à l'UE pour des missions. On appelle ces missions les missions de Peters berg (3) :

- Missions de crise humanitaires et évacuation des civils
- Missions de maintien de la paix
- Missions de gestion des crises et de rétablissement de la paix

D'un autre côté on constate que l'UEO ne bénéficie pas véritablement d'indépendance par rapport à **l'OTAN**. Avec la création des missions de Peters berg il faut des matériels et logistiques. Or on constate que les Etats européens ne peuvent pas fournir suffisamment de matériel. **Dépendance logistique donc, mais également juridique pour pouvoir intervenir. Les missions de Peters berg doivent se faire dans le respect des accords de l'OTAN.**

Donc l'UE est écartelée progressivement entre ces deux organisations.

L'UEO n'a pas été détruite pour autant et a duré jusqu'en 2009:

- Car elle constituait un **forum de discussion** notamment pour les Etats membres de l'UEO mais pas de l'UE.
- C'est aussi un forum de discussion entre les Etats atlantistes en partenariats avec les USA et ceux en faveur d'une défense uniquement européenne.
- Enfin et surtout **jusqu'en 2009 l'UEO restait dépositaire de l'article 5 du traité de Bruxelles de 1948** qui contient la **clause d'assistance mutuelle**. Jusqu'en 2009 l'UE n'avait pas repris le principe de défense mutuelle des Etats en cas d'agression et c donc l'UEO qui s'en chargeait. A partir de 2009 l'UE reprend cette clause.

→ La dernière raison d'être de l'UEO venait de disparaître et en 2010 l'UEO disparaît.

B) Principales institutions de l'UEO

1° les organes politiques de direction (3):

- Le conseil de l'UEO :

C l'organe qui détenait **l'exclusivité du pouvoir de direction et de décision**. C le seul organe de décision. C un organe **intergouvernemental** : qui représente dc avant tt les Etat et qui à ce titre décide à l'unanimité.

Il ya dedans 2 formations principales : le **conseil des ministres** de l'UEO qui réunissaient ts les 6 mois les ministres des affaires étrangères des Etats membres et le **Conseil permanent** de l'UEO qui assurait la préparation et le suivi des décisions (c la décalque du conseil des ministres mais qui siégeaient en permanence et était composé des ambassadeurs).

- Assemblée parlementaire :

Composée de délégués désignés par les parlements nationaux. Les membres de cette assemblée n'ont donc qu'une **légitimité indirecte**, n'étaient pas élus directement par les citoyens européens. Ce système de représentation indirecte a lgtps été la règle au parlement de l'union européenne.

Cette assemblée n'avait aucun pouvoir de décision, elle avait un rôle purement consultatif. Le seul organe de décision était dc celui qui représentait les Etats (Conseil des ministres). L'assemblée n'a pas de pouvoirs.

- Secrétariat Général :

C l'organe administratif de l'UE. IL assiste le conseil avec à sa tête un secrétaire général. L'absorption programmée de l'UEO par l'UE a fait que ct la même personne pour les deux.

2° les organes à vocation spécifique

- Cellule de planification :

Elabore les notions de terrains : Peters berg etc.. c l'organe militaire qui agissait sous l'autorité de l'organe politique. **C'est l'organe opérationnel.**

- GAEO (Groupement Armement de l'Europe Occidentale) :

Elle vise à la **coopération des Etats en matière de recherche et d'armement**. Cet organe a été fusionné/absorbé avec l'agence militaire de défense de l'UE.

- Les forces multinationales :

- **Eurocorps** : crée en 1992 entre Allemagne, Espagne, Belgique, lux, ce sont des forces multilatérales qui existent encore aujourd'hui. Les Etats ensemble prévoient de pouvoir mettre à disposition jusqu'à 60 000 h.
- **Eurofor** : crée en 1995 France Espagne Italie Portugal prévoit de pouvoir réunir 10 000 h issues des Etats participants.

Ce ne sont pas des forces propres à l'UEO ou créées pour l'UEO mais créées seulement par les Etats participants et qui ensuite ont accepté de les mettre à disposition de l'UEO, l'UE, l'ONU. Eurocorps existent encore, pas eurofor

Section 2 : L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) : une organisation aux compétences larges mais à l'efficacité limitée.

Elle date de 1994 donc assez récente, elle vient en succession de conférences qui avaient eu lieu dès les années 1970 pour la coopération et la sécurité en Europe. Ces conférences peuvent s'inscrire dans la droite ligne de la politique étrangère de la France dans les années 60 qui voulait promouvoir la sécurité au-delà du rideau de fer à l'Europe de l'est. **Promouvoir la sécurité collective au-delà jusqu'au bloc de l'est.**

A. Création et Evolution de l'OSCE

1) L'ancêtre : les conférences pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

Initiatives favorisant le réchauffement est-ouest. Le voyage par DG en URSS en 1966 ainsi que le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN ont poussé cette création. L'OST politique de Willy Brandt dans les années 1970 aussi. Aussi les accords SALT de 1972 signés par Nixon.

Début 1973 l'URSS propose au bloc occidental et aux USA de dissoudre les organisations militaires défensives : OTAN et pacte de Varsovie. Cette proposition n'avait aucune chance d'aboutir mais c'est une initiative qui favorise le dialogue.

1^{ère} conférence de 1973 à 1975 pour la sécurité et coopération en Europe à Helsinki (OSCE) réunit les représentants de 35 Etats (Europe plus Etats Unis et Canada) car la Finlande était un pays neutre. C'est une simple conférence.

Ca ne débouche pas sur des normes mais en août 75 on aboutit à une résolution finale sur laquelle les Etats se mettent d'accord sur certains points, 3 aspects qu'on appelle **les 3 corbeilles d'Helsinki** :

- **Sécurité collective** en Europe
- **Coopération** économique, scientifique et environnementale
- Coopération en matière humanitaire et de **droits de l'homme**.

Ils se mettent aussi d'accord sur **des principes juridiques (10) qu'on a appelé le « décalogue d'Helsinki »** : égalité souveraine entre les Etats, inviolabilité des frontières, non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat...

Bout à bout cet accord d'Helsinki peut être interprété de 2 façons :

- **Positive** : bonne chance car on insiste sur la sécurité, les droits de l'homme etc..
- **Négative** : cette accord entérine à la demande de l'URSS les frontières d'après WWII (principe de non-ingérence)

Suivis par d'autres CSCE :

Belgrade en 1977-1978, Madrid 1980-1983, Vienne 1986-1989, Paris 1990

- Peu De progrès après celle d'Helsinki car la méfiance entre les deux blocs a freiné les démarches. Il faut attendre la chute du bloc communiste pour relancer les accords

Le 6 décembre 1994 lors d'une CSCE à Budapest les représentants décident d'institutionnaliser ces conférences en lui donnant une forme fixe et permanente : OSCE ! avec 56 Etats , aujourd'hui la plus grosse organisation de coopération en Europe devant le Conseil de l'Europe (47 Etats).

2) Evolution de l'OSCE

Jusqu'à l'effondrement de l'URSS c surtout 2^{ème} et 3^{ème} corbeille qui ont été développées. Rien ne s'est fait à propos de la 1^{ère} corbeille sur la sécurité collective. **L'éclatement de l'URSS dans les 90 donne la priorité à cette corbeille sur la sécurité et l'armement.**

Les missions principales de l'OSCE aujourd'hui (3) :

- **Surveillance des opérations électorales** dans les Etats en transition démocratique par l'envoi de mission d'observation. 3^{ème} corbeille
- **Elaboration de convention et de traités internationaux et multilatéraux** pour réduire les stocks d'armement nucléaire et leur prolifération, interdire les armes chimiques et lutter contre le terrorisme. 1^{ère} corbeille
- **Assure la garantie de pacte de Stabilité** signé à Paris en mars 1995 : c un instrument juridique qui supervise un ensemble de traités conclus entre les Etats membres de l'OSCE qui **touche notamment au respect des frontières et au respect des droits des minorités nationales**. L'intérêt de ce pacte c de mettre en place des mécanismes d'urgence d'intervention avec des systèmes de médiation avec l'ensemble des Etats et également création d'une cour de justice : « **Cour de conciliation et d'arbitrage** » qui doit arbitrer pacifiquement les conflits entre Etats.

B. Principales institutions

1. Les organes politiques de direction : triptique classique

Le Conseil de l'OSCE divisé en plusieurs formations :

- **Formation permanente** : avec les ambassadeurs 1/semaine
- **Conseil des ministres** 1/an avec les ministres des affaires étrangères
- **Le Conseil** : chef d'Etats, de gouvernement 1/3ans pour les décisions vraiment stratégiques

Ce conseil est le seul organe de décision et de direction de l'organisation : **décisions prises à l'unanimité**.

Secrétariat général :

Supervise l'appareil administratif de l'OSCE, le secrétaire général est le **représentant en titre de l'organisation sur la scène internationale**. Il assure aussi la **supervision d'organes satellites** qui témoignent des missions de vigilance : Office de Liaison en Asie Centrale,

Assemblée parlementaire :

320 membres, désignés par les parlements nationaux. Elle n'a qu'un simple rôle consultatif.

2. Les organes de vigilance

Témoignent d'avantage des missions spécifiques de l'organisation, on va citer les 4 principaux.

Bureau des institutions démocratiques des droits de l'homme (Varsovie) :

Remplit une mission d'observation des élections dans les Etats en transition démocratique.

Représentant pour la liberté médias (siège à Vienne) :

Chargé depuis 1997 de favoriser le dvpt du pluralisme des médias et le respect de la liberté d'expression. Il doit intervenir lors de manquements. Par intervenir il peut seulement élaborer des rapports et recommandations. Il ne peut pas sanctionner.

Haut-commissaire pour les autorités nationales (La Haye) :

Doit désamorcer les situations conflictuelles dans les Etats multinationaux. Il n'a qu'un simple rôle d'alerte. Pas de pouvoirs de sanction.

Cours de conciliation et d'arbitrage (siège à Genève depuis 1992) :

Doit régler les différends entre les Etats membres à la condition que les Etats aient reconnu et signé la convention d'arbitrage. Elle doit régler pacifiquement les conflits.

CCL : Cette OSCE a des motivations assez proches du Conseil de l'Europe qu'on étudiera plus tard (coopération scientifique .. droits de l'homme...). Son rôle est limité mais elle a été critiquée par la Russie pour les révolutions de couleurs en Ukraine et Géorgie. L'OSCE est opérationnel en revanche en matière de traités de désarmement, de lutte contre le terrorisme, mais elle ne dispose pas de forces militaires ce qui rend impossible une intervention de l'OSCE en tant qu'organisation.

En revanche c le cas du Conseil

Section III- l'OTAN : une organisation de défense efficace mais politiquement contestée.

Ne peut pas être considéré comme une organisation authentiquement européenne. En 1948 le Traité de Bruxelles qui avait créé l'UEO n'a aucunement écarté de la liste la menace soviétique sur l'Europe occidentale. La défense européenne ne pouvait se penser sans l'aide des USA.

Le Blocus de Berlin et coup de Prague, both en 1948 tend les relations avec URSS. En conséquence est créé l'OTAN, en 2 temps, de façon à organiser en profondeur la défense de l'Europe occidentale en incluant Canada et USA.

A. Création de l'OTAN

En 2 temps.

Dans un premier temps le **traité de Washington** du 4 Avril 1949, **Traité de « l'Atlantique Nord »** :

Signé par 12 Etats. C'est **l'acte fondateur de l'Alliance Atlantique**. Rassuré par la capacité des européens de s'organiser entre eux les **USA acceptent de prendre la direction** d'une alliance défensive contre les risques

d'agression soviétique. C'est un traité d'assistance mutuelle entre Etats en cas d'agression à ce moment. Ce n'est qu'un simple traité

Dans un 2^{ème} temps signature de **la convention d'OTTAWA** le 20 septembre 1951 :

Acte véritablement fondateur de l'Otan. L'Otan est institutionnalisé et vient substituer à l'alliance atlantique. **C'est une organisation militaire intégré hiérarchisé dont l'unité est assurée au sommet par un commandement commun.** Le but est de couvrir des aires stratégiques. Il y a une effectivité en matière militaire.

En 1966 la France se retire du commandement intégré de l'OTAN Sans renoncer à son appartenance à l'Alliance Atlantique. Elle continue à participer aux discussion mais ne doit pas intervenir militairement. (la Fr a obtenue l'arme nucléaire, dissension en matière de pol étrangère, et aussi la politique de riposte gradué de Kennedy Mc Namara en 1961).

B. Evolution de l'OTAN

Evolution quantitative : Elargissement à l'Europe de l'EST jusqu'à 28 membres

Evolution qualitative : sa mission s'est transformée au fil du temps.

Au début c'était euro-atlantique : *« Son but c de garder les américains à l'intérieur, les russes à l'extérieur et les américains, et les allemands sous tutelle »* ISMAY était le mandat de départ.

C devenu un instrument du leadership américain dans le cadre des nouvelles missions de l'OTAN. Dépendance stratégique des Etats membres aux USA, alors qu'à la base ct une construction égalitaire.

L'OTAN aurait dû disparaître : l'organisation devait prévenir l'agression russe or lorsque la menace soviétique disparaît en 1990 l'organisation se voit donner de nouvelles missions et mutent :

→ 1990 : sommet atlantique de Londres.

Quelles sont ses nouvelles missions (2) ?

- **Gestion des crises internationales** : l'OTAN devient le gendarme du monde, ça déborde largement de la zone atlantique. Vision expansive de cette alliance.
- **Etablir et renforcer les partenariats avec des Etats situés à la périphérie** de l'organisation : Europe de l'Est notamment et Russie plus tard.

Il devient par exemple le bras armée d'autres orga comme l'ONU. Aujourd'hui c le seul acteur crédible en matière de défense même si **l'UE veut développer une telle capacité de défense** indépendante de la zone atlantique et de l'OTAN. **Mais les décisions de défense prises par l'UE doivent être en accord avec le traité de l'Atlantique Nord.**

C. Principales institutions de l'OTAN

1. Les organes politiques de direction

Conseil de l'Atlantique nord :

Composé de représentants permanents des Etats en titre d'ambassadeurs. Réunis 2 fois par an. L'essentiel des pouvoirs est détenu par les Etats. C'est le seul organe de décision, prises à l'unanimité. Il peut lui-même se transformer en 2 sous-organes :

- Comité des plans de défense
- Comité des plans nucléaires.

Ces deux comités traduisent le dédoublement institutionnel de l'organisation, rendu net par le retrait de la France. Car il fallait faire un comité où la France puisse quand même assister.

Secrétaire général :

Responsable de la vitrine

Assemblée Parlementaire :

Ne dispose que du pouvoir consultatif.

2. Les organes militaires de commandement

Ils st en charges de la mise en œuvre des activités proprement militaires. Ces organes militaires ne st pas indépendant, ils obéissent aux organes politiques.

Le comité militaire de l'OTAN :

Réunit les officiers généraux des Etats membres et chargé d'arrêter les stratégies militaires de l'organisation

L'état major militaire :

Chargé de dresser les plans de bataille et assurer le suivi des orientations stratégiques. C'est l'organe purement opérationnel.

Deux hauts commandements responsables et de zones différentes qui ont étaient remplacés en 1997 par deux nouveaux :

- Commandement allié opération
- Commandement allié transformation

3. Les partenariats pour la paix

Le Partenariat Pour la Paix :

Créé pour permettre un dialogue et éventuellement une adhésion pour les Etats d'Europe de l'Est. Il s'agit de mettre en vigueur des traités entre OTAN et ces Etats. Traités par lesquels ils s'engagent à respecter certains droits internationaux. Et aussi convention en matière de coopération technologique, militaire etc..

Partenariat spécifique avec la Russie :

En 1997, il a débouché sur la création d'un Conseil Permanent Otan-Russie. Structure de concertation entre l'Orga et la Russie pour prévenir des conflits, lutter contre le terrorisme et la prolifération nucléaire.

CCL :

Le paysage est très largement contrasté. La multiplicité des organisations ne doit pas faire illusions : UEO a tjrs été une coquille vide, l'OSCE est concurrencé par d'autres organisations. Finalement la seule vraie organisation de défense est l'OTAN et dépasse le cadre de l'Europe.

L'enjeu : dans quel cadre à l'avenir se construit la défense de l'UE : cadre européen avec l'UE ou cadre plus large avec l'OTAN.

Titre 2 : L'Europe de la coopération économique et scientifique

Section 1 : L'Europe de la coopération économique..

A. L'association européenne de libre-échange (AELE)

1. Objectif de l'AELE

Créée le **4 janvier 1960** par la **convention de Stockholm**. 7 membres à l'origine : un géant (le RU) et 6 pigmés (Norvège, Suède, Suisse, Autriche, Danemark, Portugal). **Le but** est de **tuer dans l'œuf la CEE** du traité de Rome de 1957.

Elle a été rejointe par d'autres Etats, mais a progressivement perdu des membres par l'adhésion de certains à la Communauté Economique Européenne : RU, Danemark...

→ 4 membres aujourd'hui : Suisse, Lichtenstein, Islande, Norvège.

Concrètement c'est quoi ?

- Essentiellement **zone de libre-échange** : toutefois limitée aux produits industriels (pas agriculture ni pêche etc...). Abolition des frontières pour ces produits, pas de droits de douanes etc.. Les restrictions quantitatives sont elles aussi abolies.
- Ce n'est **pas une union douanière** : pas de tarif douanier commun qui viendrait protéger la zone dans leurs relations commerciales avec des Etats extérieurs à ceux de la zone.
- D'un pt de vu institutionnel **structure légère** : un conseil qui réunit les ministres, des comités permanents, et une cour de justice qui doit régler en dernier recours les différends entre les Etats membres.

2. Evolution de l'AELE

A partir des années 1970 les Etats membres passent des accords bilatéraux avec les Etats des autres communautés européennes donc la zone de libre-échange s'étend.

A partir de **1992** avec les **accords de Porto** est créé l'Espace Economique Européen qui formalise la zone de libre-échange à l'ensemble des Etats membres et se superpose aux 2 orga (AELE + Communauté européenne).

Ajd'hui : 4 Etats membres survivants.

Pourquoi n'ont-ils pas rejoint l'UE ?

→ Etats riches, prospères, qui en feraient de très gros contributeurs au budget de l'union.

B. L'OCDE (organisation pour la coopération et le dvpt éco)

1. L'ancêtre : l'OECE

(Organisation européenne de coopération économique, qui avait été créée en 1948 et s'est finie en 1960 remplacée par l'OCDE.)

En 1948 avait été créée dans le cadre du plan Marshall d'aide à la reconstruction de l'Europe. C'était une aide adressée à l'ensemble des Etats européens.

Sa mission essentielle à l'OECE est de répartir les aides américaines en fonction du déficit des Etats européens. Son second intérêt : créer un cadre institutionnel pour le dvpt du libre-échange entre les Etats européens et les USA.

- Limitation des droits de douanes
- Pas de restrictions quantitatives
- Aides à l'exportation qui faussent la concurrence.

Convention de Paris 14 décembre 1960 : devient l'OCDE.

2. Rôle de l'OCDE

Le traité de Paris se tate :

La première piste était de transformer cette zone en vaste zone de libre-échange. On laisse tomber cette piste.

Deuxième possibilité : faire de cette organisation le moteur d'une intégration économique. On laisse tomber.

Finalement 3^{ème} possibilité retenue : Simple organe de concertation des politiques économiques des Etats membres.

- Le but est donc d'assurer la coordination éco et sociales des Etats membres pour parvenir au bien-être économique et bon fonctionnement de l'économie mondiale.

Quatre grandes missions aujourd'hui :

- **Expertise/Evaluation des situations éco des Etats signataires.** Concertation des politiques éco des Etats.
- **Mission de mise en relation** avec pays d'Europe centrale notamment les pays communistes.
- **Relation avec les pays en voie de dvpt :** dans ce cadre a été créé le Comité d'Aide au Dvpt. Il gère plus de 80% de l'aide publique mondiale au développement.
- **Résolution des pb d'approvisionnement énergétiques** et réflexion sur le dvpt des énergies de substitutions. Création de l'Agence Internationale de l'Energie.

On trouve une ouverture au monde : le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Mexique, la Corée du Sud. Mais n'en font pas partie pour des questions de droits de l'homme la Russie et la Chine. L'adhésion à l'OCDE peut être considérée comme une reconnaissance en tant que partenaire économique fiable.

L'OCDE peut adopter des recommandations : dépourvues de forces obligantes elles constituent des cades indicatifs. Il y a les **principes directeurs** de l'OCDE pour les multinationales.

Elle peut conclure des **accords/partenariats avec des pays tiers nn membres** : 70 actuellement.

Elle peut aussi adopter des **décisions qui engageront la responsabilité des Etats** si elles ne st pas mis en œuvre : paradis fiscaux, anticorruption etc.. s'adressant aux Etats.

Section 2 : La coopération scientifique et technologique

A. L'agence Spatiale Européenne

Dès 1960s les Etats européens s'associent pour la technologie spatiale. Les décisions sont prises dans le cas de simple conférences à cette époque, pas d'organisation en tant que telle.

30 mai 1975 : création de l'agence qui succède aux conférences. 20 Etats participants + 4 Etats coopérants (Canada Turquie...)

Son rôle : Mettre en place un politique spatiale européenne à des fins pacifiques.

2 séries de programmes pour y répondre :

- Obliger d'y contribuer financièrement pr les Etats membres : **recherche spatiale, enseignement et formation**
- Contribution nn obligatoire : **programmes facultatifs opérationnels** liés à la construction d'engins spatiaux et de lancement de satellites.

C'est aussi un organe commercial : elle passe des contrats avec des compagnies privées.

Aussi un Directeur général de l'ASE : vitrine de ce conseil, il la représente.

B. L'organisation européenne de télécommunication par satellites (EUTELSAT)

Créée par l'ASE pour lui déléguer des activités en matière de télécommunication. **En 2001 elle s'est transformé en société anonyme de droit privée**. C'était une organisation certes mais dont l'objet était purement commercial. Donc il a fallu en changer le statut.

A l'origine il y avait un parlement, un conseil, un secrétaire général, ça a muté : directeur, conseil d'administration.

Son capital est constitué par les agences nationales de communications de 55 Etats membres.

L'objectif : dvper et exploiter des systèmes de télécommunication par satellites pour fournir à des opérateurs privés des services satellitaires.

ASE ET EUTELSAT se sont associés au projet GALILEO, programme qui vise à concurrencer le GPS.

Titre 3 : L'Europe de la coopération politique et des droits de l'Homme

Section 1 : Le cadre institutionnel : le Conseil de l'Europe

L'idée de créer ce conseil de l'Europe a été évoquée en 1948 au congrès de La Haye. 1949 conférence de Londres qui réunit 10 Etats européens et sont adoptés les statuts du Conseil de l'Europe. C'est une organisation autonome indépendante en tant que telle, à ne pas confondre avec le Conseil européen et le Conseil de l'UE.

A. Sa composition

1- Les conditions d'adhésion

Conditions d'adhésion : tt état européen qui a la volonté et la capacité de se conformer au conseil. L'Etat doit reconnaître la prééminence du droit(**règle de droit**) et s'engager à garantir la jouissance des **droits de l'homme** à tous ceux placés sous sa juridiction.

Dans la pratique critères plus précis : organiser des élections démocratiques libres à intervalle raisonnable, ratification obligatoire de la CEDH, respecter les droits des minorités nationales, engagement à abolir la peine de mort.

Sur un plan procédural : L'Etat candidat est invité à faire acte de candidature auprès des institutions du Conseil de l'Europe. A partir de là l'assemblée parlementaire émet un avis sur la base duquel le comité des ministres va voter cette demande d'adhésion par une résolution à la majorité des 2/3.

Le processus peut être long car il doit y avoir un long travail de mise en conformité des organes de l'Etat qui veut adhérer : ça peut prendre des années dans la réforme du droit et des législations nationales.

Il y a des zones d'ombre :

C'est une procédure politique : les critères d'appréciation sont très subjectifs. Ex: la Russie a été acceptée très vite alors que la Croatie a dû attendre plus longtemps alors qu'elle respectait mieux les conditions du Conseil.

Il faut être un Etat européen, mais c'est conçu de manière très large. 47 Etats membres : Turquie, Russie, Georgie, Arménie notamment. Ça déborde.

Les critères d'adhésion ont été renforcés, ce ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'en 1950.

Certains Etats ont considéré que ça pouvait faire office à une certaine antichambre de l'Union Européenne. Or c'est une organisation indépendante et différente, cependant il y a qd même le critère droit de l'homme et règle de droit donc certains Etats se sont dit que ce serait une chance supplémentaire.

2- Un processus d'élargissement massif

10 Etats fondateurs au début, très vite rejoints par d'autres quasi fondateurs : Turquie Grèce Allemagne. On a là les Etats dits fondateurs.

Dans les décennies suivantes en 30 ans on passe d'une dizaine à une trentaine (1950-1990) on constate certaines entrées majeurs dont Espagne et Portugal dans les années 70s.

90s explosion du bloc de l'est et en moins d'une dizaine d'année c'est un doublement des membres, d'une 20aine à une 40aine.

Pb :

- plus difficile de s'entendre et avancer en étant nombreux.

- crainte que l'adhésion des Etats d'Europe centrale et orientale conduise l'organisation à abaisser ses exigences en matière de droit.
- engorgement de certaines institutions. La CEDH est saisie chaque année de 60 000 nouvelles enquêtes. 100 000 affaires en cours.

3- Retrait, suspension et exclusion de l'organisation.

Art 7 prévoit une procédure de **retrait volontaire** si un Etat désire se retirer de l'organisation : il en informe le secrétaire général et 6 mois plus tard il en est sorti.

Art 8 : Un Etat peut être invité par le conseil des ministres à se retirer. Si l'invitation n'est pas faite alors le conseil des ministres **vote à 2/3 un exclusion**.

Art 9: procédure de **suspension des droits de vote et de représentation** d'un Etat au sein des institutions de l'organisation, pendant un temps. C'est une suspension temporaire dans 2 cas : enfreint les droits de l'homme, ou lorsque l'Etat ne s'acquitte pas de ses obligations budgétaires.

En pratique ces disposition ont jamais ou très peu servies.

Ex :

- **La Grèce** : a connu des régimes de colonel et pour éviter une exclusion elle s'est toujours formellement retirée.
- **Tchéchénie** : suspension de 1 ans mais à servi à rien, pas de changement dans le pays
- **Liechtenstein** : a adopté une révision constitutionnelle qui fait que le régime aujourd'hui s'apparente à peu de choses près de la monarchie d'Ancien Régime. Le conseil de l'Europe n'était pas content de ça, mais finalement le prince a dit si vous êtes pas content on s'en va, et tout s'est calmé.
- **Hongrie** : pose aujourd'hui des pbs à cause de lois liberticides adoptées par Orban. Mais pas de sanctions.

PK ?

Il y a un **calcul stratégique** : il vaut mieux garder un Etat sous contrôle dans l'organisation plutôt que de l'exclure et en perdre le contrôle, ex : Russie, Turquie...

B. Objectifs du Conseil de l'Europe

1- Une organisation aux compétences multiples.

Une seul domaine ne rentre pas dans ses compétences : la défense et sécurité collective. A contrario elle peut intervenir sur tout le reste. Il est faux de croire que c'est une organisation spécifiquement consacrée aux question de démocratie et de droits de l'homme.

2- D'avantages aux services des droits de l'homme.

Les missions privilégiées :

- **la sauvegarde des droits de l'homme et de la démocratie** : principalement assurée par la Convention Européenne des Droits de l'Homme. LA chartes des droits sociaux prévoit d'autre droits en matière des droits de l'homme. Convention de la torture aussi.

- **mission de surveillance et de réflexions sur les nouvelles menaces que font peser les évolutions de la société sur les droits de l'homme.** En pointe sur les question de biotechnologie, bioéthique, internet, information, liberté d'expression, droit à la vie privée etc..
- **mission de consolidation de la démocratie** (un peu en deçà des deux précédentes) : assistance fournie aux Etats en apprentissage, transition démocratique. Programmes financés de formation, d'aides pour former des experts, avocats, juges indépendants, personnels administratifs. Assistance aussi à l'élaboration de constitution et législation. Dans les années 1990's les Etats du bloc de l'est ont majoritairement adoptées des constitutions suggérées par le conseil de l'Europe lors de la convention de Venise.

C. Les principaux organes du conseil de l'Europe.

1- Comité des ministres

Organe de direction et de décision, composé des représentants des Etats membres qui se réunissent une fois par semaine pour les représentants permanent et deux fois par an pour les ministres des affaires étrangères. LA présidence change tous les 6 mois.

Compétences : adopte le programme de l'organisation, le budget, négocie et signe les principales traités protecteurs du Conseil de l'Europe (CEDH par exemple). Il peut aussi adopter des résolutions : traités unilatéraux adressés aux Etats lorsqu'ils ne respectent pas les droits de l'homme.

Rôle aussi dans l'application de la CEDH : il surveille la bonne exécution des arrêts de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Il ne suffit pas qu'un Etat soit condamné, encore faut-il qu'il exécute les mesures de réparation. Pour s'assurer de l'exécution de l'arrêt ces de comité qui est en charge.

2- Assemblée parlementaire

Pas de vocation fédérale, ce n'est pas celle de l'UE. C'est un **organe uniquement consultatif** qui établit des rapports. Elle a qd même un pouvoir particulier : elle participe à l'élection des juges de la cour européenne des droits de l'homme, qui eux sont très importants.

3- Secrétariat général

Secrétaire général à la tête : à la fois responsable de l'appareil administratif et assure la représentation de l'orga sur la scène internationale (vitrine).

4- Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Créé en 1994 composé de représentants des Etats plus précisément des collectivités infraterritoriales des Etats participants (régions, landers etc...)

-> **faire entre la voix des échelons locaux au conseil. C un organe aussi uniquement consultatif.** Il a eu un impact dans la constitution des eurorégions.

5- Le commissaire aux droit de l'homme

Créé en 1999, présenté comme une instance indépendante non juridictionnelle (pas un juge) élu pour 6 ans par l'assemblée parlementaire. **IL mène des enquêtes dans les Etats membres pour identifier les difficultés rencontrées pas les Etats dans la mise en oeuvre correcte des droits de l'homme.** EX: il y a 10 ans rapport accablant sur la France à propos de la défaillance en matière carcérale, discrimination sur les minorités etc..

Il émet un rapport remis à l'Etat membre concerné et au Conseil des ministres. Ce n'est pas une sanction mais un rôle d'alerte médiatique.

-> Ils peuvent donc pousser les Etats à prendre des mesures.

D. Les principaux moyens d'actions

1- Les conventions européennes

Convention Européenne des Droits de l'homme certes, mais il en existe une multitude d'autres : plus de 200 aujourd'hui. Certaines conventions d'ailleurs n'ont rien à voir avec les droits de l'homme : environnement..

Processus :

- 1) élaboration 2) Ce sont les représentants des Etats qui les signent. 3) ce doit être ratifié dans les Etats membres soit par voie référendaire soit parlementaire. Exemple typique : cas de la France et de la CEDH. CEDH adopté en 1951, mais ratifiée qu'en 1974 (car pb de la guerre en Algérie)

Elles prévoient pour leur rentrée en vigueur un nbre minimum de ratification dans les Etats, cela dépend des conventions en questions. Aujourd'hui on a des conventions qui ont été signées il y a longtemps et qui ne sont pas en vigueur. Dans le même temps les Etats sont en principe libres de ratifier ou non certaines conventions. C'est une Europe à géométrie variable.

-> **LIBERTE DANS L'ENGAGEMENT SAUF POUR 2 : CEDH (condition nécessaire à l'appartenance au conseil de l'Europe) et CPT (Convention pour la prévention de la torture)**. Pour toutes les autres les Etats ont le choix.

2- Les actes unilatéraux du comité des ministres

2 types d'actes :

- **les résolutions** : décisions obligatoires pour les Etats membres adoptés à 2/3 pour dénoncer la situation des droits de l'homme dans un Etat (ou le paiement ?)
- **Recommandation** : adoptées à l'unanimité mais sans valeur juridique. Elles ont pour but d'inciter sans valeur contraignante les Etats à coopérer dans un domaine déterminants. C'est souvent un préalable aux conventions.

3- les mécanismes de contrôle

Le but : s'assurer que les conventions soient bien respectées. Mais là encore il faut être conscient **qu'un seul traité est contrôlé et garanti par un juge : c'est la CEDH**, les 200 autres ce n'est pas le cas, elles ne donnent lieu qu'à un simple contrôle politique -> les Etats établissent chaque année un rapport d'auto-évaluation sur les autres conventions, transmis au comité des ministres.

Mais pas de sanctions donc sauf pour la CEDH. Peu d'exigence donc. En revanche pour la CEDH le suivi est très contraignant. Elle bénéficie d'un véritable juge capable de la sanctionner.

Section 2 : l'instrument de référence : La Convention européenne des droits de l'homme

Le vrai nom : convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Signée à Rome le 4 novembre 1950 : la réalisation la plus ambitieuse du Conseil de l'Europe. Les raisons de sa notoriété tiennent moins au contenu mais par les mécanismes de protection qu'elle met en place.

A. **Les droits protégés : la CEDH et ses protocoles.**

1. Bénéficiaires des droits garantis

Elle protège directement les droits des individus par de la leur état d'appartenance. Rupture dans la logique classique du droit internationale

Art 1 : l'état signataire reconnaît les droits de la présente convention à toute personne placée sous sa juridiction.

2 grandes conséquences :

- **du point de vue des débiteurs** (qui doit respecter les droits ?) : l'ensemble des Etats signataires, des autorités et pouvoirs des Etats -> exécutif, administratif, législatif, judiciaire, et pouvoir constituant too. Les collectivités locales aussi. la convention s'impose au droit national. Si contradictoire un Etat a que 2 choix : adapter sa constitution ou être condamné.
- **Conséquence du point de vu des bénéficiaires** : ils ne sont pas limités aux seuls nationaux des Etats membres mais à toutes les personnes placées à un moment donné sous la juridiction d'un Etat membre : Touristes par exemple dans un des pays signataires, étrangers en situation irrégulières aussi. Ce n'est pas nn plus limité aux personnes physiques mais comprend aussi les personnes morales.

2. La nature des droits garantis

C'est essentiellement un catalogue de droits et libertés. **On y trouve surtout des droits de première génération** : politiques et civiques (libertés), plutôt que des droits créances (droit à quelque chose). **Les droits de la seconde génération (droits sociaux, créances)** sont surtout des droits à recevoir une prestation. Ce sont les droits sociaux et ils varient énormément selon les pays. Les rédacteurs de la CEDH n'ont pas voulu s'engager dans ce type de droit. Donc les droits libertés ont été choisi car plus fondamentaux, par nature, et plus faciles à protéger.

Les droits sociaux ont été relégués dans la Chartes Sociale européenne de Turin en 1961. Et c'est un contrôle essentiellement politique.

Dans son arrêt AIREY contre l'Irlande la cour de justice européenne de Strasbourg a dit qu'il n'y avait pas de frontière étanches entre droit libertés et droits sociaux et donc la cour a dit qu'elle ne s'arrêterait pas de statuer parce que ça déborde sur le domaine social.

Exemple :

ART 11 CEDH : protège la liberté de réunion et d'association. Plusieurs interprétations : étendu à la liberté syndical puis au droit de grève et droit à la négociation collective. De manière indirecte elle est donc venu protéger certains droits sociaux.

LE CONTENU :

Plusieurs catégories de droits :

- **Droits relatifs à la dignité humaine**, article 2 à 4 (droit à la vie, interdiction de la torture, interdiction de l'esclavage /travail forcé).
- **Droits procéduraux**, art 5 (droit à la liberté et à la sûreté cad être arrêté et détenu arbitrairement) art 6 (procès équitable)
- **Les grandes libertés classiques**, art 8 à 11 (vie privée et familiale, religion et conscience, liberté d'expression, liberté de réunion et association)

C le texte de base de 1950. Mais une série de protocoles s'y sont ajoutés pour donner de nouveaux droits, 2 principaux :

- **Protocole 1** (1952) qui comporte 3 droits fondamentaux : propriété, instruction libre, élections libres
- **Protocole 13** (2005) : abolition de la peine de mort en toute circonstance.

3. La limitation des droits garantis

On ne peut pas garantir les droits de manière absolue, parfois on peut les limiter. **Quels sont les possibilités de limitation offertes aux Etats ?**

- La technique des réserves internationales (classique dans le droit internationale mais très peu employée aujourd'hui) :

Lorsqu'un Etat ratifie une convention il peut émettre une limitation à son engagement. Ils ne peuvent pas limiter de manière totale l'application d'un droit dans leur juridiction, mais peuvent le faire dans certaines circonstances. Ex très répandu : limiter la liberté d'expression dans le domaine de la police et de l'armée pour des raisons de sécurité nationale.

Remarques :

- Certains droits sont impossibles de réserves : les droits à la dignité humaine art 2 à 4.
- Les limitations doivent être précises et pas génériques
- la technique de réserve est en perte de vitesse
- La Cour n'a pas hésité à invalider des réserves nationales faites antérieurement, ex : réserve faite par la France pour empêcher les militaires de se syndiquer.

- Les closes transversales de limitation :

Art 15 : closes des circonstances exceptionnelles qui prévoient qu'un Etat confronté à un danger public menaçant la nation peut limiter l'exercice de certains droits. Une fois de plus cette close ne peut être utilisée pour les droits à la dignité humaine (torture etc...)

Art 17 : close d'abus de droit, répond à un adage qui dit « pas de libertés pour les ennemis de la liberté ». Ne pourront pas se prévaloir des droits de la Convention les individus qui eux-mêmes nient les valeurs de la convention (démocratie, tolérance, pluralisme ...). S'utilise peu.

- Les limitations internes :

A l'exception des droits relatifs à la dignité humaine, les autres peuvent être l'objet de dérogations offertes aux Etats, dérogations préétablies.

Ex Art 5 prévoit des cas de figures dans lesquelles les détentions sont légitimes, rétention administrative d'étrangers, d'enfants pour leur bien etc..

Limites des dérogations en vertu de 3 principes cumulatifs :

- l'ingérence ou limitation de l'Etat dans la liberté doit être prévu par la loi pour être autorisée
- l'ingérence ou limitation doit poursuivre un but légitime
- l'ingérence ou limitation doit être nécessaire dans une société démocratique cad proportionné à l'objectif recherché.

Ex : Imaginons une manifestation organisée en France. Les organisateurs saisissent le préfet pour avoir une autorisation. Le préfet refuse en disant qu'il y a un risque de trouble à l'ordre public. Ce type d'interdiction doit être appréhendé par la CEDH, comment ? Premier critère : est-ce que l'interdiction est prévue par la loi ? a priori oui en France la loi a des critères qui lui permettent d'interdire la manifestation. Critère 2 : est-ce que ça suit un but légitime ? OUI: maintien d'ordre public. 3ème critère : est-ce que l'interdiction est nécessaire à l'obj recherché ? Non dans la mesure où il y a des mesures moins restrictives que l'interdiction totale du genre meilleur encadrement de la manifestation.

Cette grille d'analyse est confrontée par la cour lorsqu'elle est confrontée à des écarts faits à la loi.

4. L'interprétation des droits garantis

La Cour de Strasbourg protège la CEDH en punissant les Etats mais aussi en l'interprétant avec sa jurisprudence (20 000 arrêts aujourd'hui). CA va bcp plus loin que ce qui était prévu en 1950 : les lois ont été enrichies. Cette capacité à interpréter et développer repose sur un constat essentiel fait par la Cour en 1978 :

Arrêt Tyrer contre RU : « la CEDH est un instrument vivant à interpréter à la lumière des conditions de vie actuelle ».

Autre : **Arrêt Dudgeon VS RU** : la cour condamne le droit du RU qui condamnait les relations homosexuelles entre adultes consentants.

Donc la cour dynamise et actualise le texte de la convention et elle va parfois très loin, n'hésitant pas parfois à créer de nouveaux droits, même si elle s'en défend. Elle dit que son rôle n'est pas de créer de toute pièce de nouveaux droits.

EX : dans **l'affaire Kruslin** elle a refusé de déduire le droit de divorcer du droit de mariage contenu dans la convention.

EX 2 : **Affaire Pretty VS RU** : concernait le droit à l'euthanasie. Les autorités britanniques l'avaient interdit. LA dame a saisi la cour pour déduire le droit à la mort du droit à la vie, et la cour a dit non cette fois-ci.

Au contraire parfois elle interprète très loin du droit en soi :

EX : **Affaire Lopez-Ostra contre Espagne**. La Cour dans cette affaire a créé presque de toute pièce le droit de vivre dans un environnement sain, qu'elle a déduit de l'article 8 : le droit de jouir d'un domicile.

Technique d'interprétations :

- **théorie des notions autonomes** : pour la cour de Strasbourg certains mots de la convention doivent recevoir un sens européen spécifique différent de leur signification dans le droit interne. L'idée est d'éviter que les Etats se réfugient dans le sens national du terme. Chaque terme doit être autonome et bien défini. Ex : le droit au procès équitable (art6) implique des organes dits de tribunaux au sens européen qui parfois ne sont pas compris comme tels dans les droits internes des pays.

- **Théorie des obligations positives** :

A la base la CEDH prescrit des obligations négatives : ne pas torturer, ne pas porter atteinte à la liberté d'expression etc. MAIS DANS certains cas la cour a décidé d'ajouter des obligations d'agir concrètement pour préserver les droits des individus.

ex : art 2 droit à la vie = ne pas nuire à la vie -> En a été déduit l'obligation de préserver la vie : prendre les mesures pour éviter les suicides en prison par exemple.

- **Théorie de l'effet horizontale de la convention** :

Application de la convention entre particulier. UN Etat peut être condamné non pas de ses propres agissements mais à cause des actes d'une personne privée sur une autre personne privée et qu'il n'aurait pas empêché.

Exemples 1 :

Détenu en prison qui tue son co-détenu. Atteinte au droit à la vie art 2. La France peut être condamnée si elle n'a pas pris les mesures positives pour empêcher ça.

Exemple 2 :

Affaire Siliadin 2005 : LA CEDH a reconnu violation de l'art 5 (esclavage travail forcé). Mme Siliadin (africaine) avait été tenue en esclavage par un couple français. France a été condamnée là encore car on s'est rendu compte qu'en droit pénal français il n'existait plus de peine punissant l'esclavage.

Pour éviter des phénomènes de rejet trop brutaux de la CEDH il y a une dernière technique d'interprétation. Les 3 premières qu'on vient de faire visent à étendre les droits garantis, la suivante à les restreindre.

- **Marge Nationale d'appréciation**

Les domaines où il n'existe pas de consensus européen la Cour évite d'avoir des exigences trop drastiques et uniformisées. Elle renvoie à la libre appréciation des Etats.

EX: affaire Pretty en 2002 concernant le droit à l'euthanasie. Le droit à l'euthanasie est trop diversifié et donc la cour dit ne pas pouvoir statuer -> c'est renvoyé à l'interprétation des Etats.

Ex : Affaire Vo contre France en 2004 -. Pb de savoir si l'art 2 droit à la vie s'applique à l'enfant à naître (foetus, embryon).

Il y a donc une marge nationale d'appréciation. Un côté négatif : la cour peut fuir ses responsabilités sur des sujets polémiques. Côté positif : la cour évite d'être un rouleau compresseur qui viendrait niveler les diversités en Europe.

B. La protection des droits : la cour européenne des droits de l'homme

1. Bouleversement lié à l'entrée en vigueur du protocole n°11

1998, protocole qui est venu réformer le protocole de garanti de la CEDH.

Avant 1998, 3 organes distincts :

- Commission européenne des droits de l'homme
- Cour européenne des droits de l'homme
- Comité des ministres

Processus :

La requête était introduite en premier à la commission européenne des droits de l'homme qui statuait sur la recevabilité de la requête et la véracité des faits. La commission européenne essayait aussi d'entreprendre un règlement amiable entre les deux partis (Etats et requéreurs) ; pas possible pour les droits fondamentaux relatives à la dignité humaine.

Si pas de règlement amiable Elle établit un rapport sur la violation ou non violation de la Convention. A partir de la 2 options :

- La cour européenne est saisie et se prononce définitivement par un arrêt juridique
- Le comité des ministres examine l'affaire et statue par une solution politique adoptée à la majorité des 2/3

Après 1998 : Changement avec le protocole 11 (3) :

- 1) **Suppression de la commission européenne des droits de l'homme.** Désormais ça arrive directement à la Cour Européenne des droits de l'homme. C'est le point négatif du protocole car le nbre d'Etat membre explose dans les 90's et dc le nombre de requête explose aussi. Engorgement de la Cour de Strasbourg.
- 2) **Met fin au pouvoir du comité des ministres de se prononcer politiquement** sur les violations des droits de l'homme. Donc fin de la solution politique : il n'y a plus que la Cour européenne des droits de l'homme qui peut se prononcer juridiquement et donc se dégager des intérêts nationaux. Le comité des ministres joue toujours un rôle pour contrôler l'exécution des arrêts de la Cour.
- 3) **Suppression de 2 closes facultatives article 25 et article 46 de la CEDH.** L'article 25 prévoyait qu'un requérant ne pouvait introduire un recours devant la Commission que si son Etat avait accepté le droit de recours individuel par une déclaration séparée. Dans l'ancien système le fait d'avoir ratifié la CEDH ne signifiait pas qu'on puisse saisir la Cour. Article 46 : prévoyait que la compétence de la Cour européenne ne l'était que sur les Etats qui l'avaient acceptée séparément.

2. L'organisation actuelle de la Cour de Strasbourg

a) Les juges

47 juges : 1 par Etat membre. Elus pour 9 ans, mandat non renouvelable depuis 2010 avec le Protocole n°14. (non renouvelable : garanti d'indépendance des juges qui n'ont pas à espérer être renommé par leur Etat).

Ils sont élus par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui choisit sur une liste de 3 candidats proposés par chaque Etat.

Ils sont inamovibles, la seule possibilité de révocation est par la Cour européenne des droits de l'homme (2/3 des 47 juges).

Ils siègent uniquement pour des fonctions administratives : nomment le président, modifie le règlement intérieur de la Cour. **Pas de pouvoir juridictionnelle**

b) 4 formations juridictionnelle création du protocole 14 :

- **Les juges uniques** ; statuent sur les requêtes manifestement irrecevables cad lorsque les conditions de recevabilité ne sont pas respectées.

Conditions : délais (dans les 6 mois max après la décision judiciaire) par exemple. Cette formation est assez contestable car les conditions d'irrecevabilité ne sont pas toujours évidentes et ces juges peuvent **statuer seuls sur les requêtes et sans contestations possibles**.

- **Comités de 3 juges** :

Statuent sur les affaires de série (répétitives) cad pour lesquelles la même violation se reproduit à l'infini.

Ex : ce qui touche aux délais raisonnables de jugement. Pour qu'un procès soit équitable un procès doit être rendu dans des délais raisonnables. Ce sont souvent les mêmes juridictions qui prennent du temps à statuer.

- **Chambres de 7 juges** :

Ce sont les formations normales de jugement qui se prononcent sur le fond des affaires et disent s'il y a violation ou non de la Convention. Elles doivent comporter le juge de l'Etat défendeur. Si c'est une affaire contre la France, l'affaire sera attribuée à la chambre où il y a le juge français. L'idée c'est qu'il y ait un juge au moins qui connaisse intimement le droit du pays défendeur.

- **La grande chambre** :

17 juges dont le président de la cour européenne et le juge de l'Etat défendeur. **C'est une formation exceptionnelle qui n'intervient que dans 2 cas** : lorsque se pose une question nouvelle (disposition qui n'a pas encore été interprétée), et lorsqu'il y a un risque de revirement de la jurisprudence. Pour remettre en cause la linéarité de la jurisprudence ce doit être un corps plus important donc.

La grande chambre peut être saisie de 2 façons distinctes : dessaisissement spontanée d'une chambre de 7 juges (si la chambre de 7 juges pense que le cas rentre dans un des deux cas ci-dessus), et peut statuer en appel d'une décision d'une chambre de 7 juges (délais de 3 mois avant qu'une décision de 7 juges soit définitive, et les requérants peuvent faire appel devant la grande chambre en fonction des 2 cas précédemment évoqués toujours).

EX:

Affaire Lautsi contre l'Italie concernait la question des crucifix dans les salles de classe et de savoir si ça va à l'encontre du droit à une éducation pluraliste. Les requérants disaient que ça nuisait à la neutralité de l'enseignement. En 2009 la chambre estime que c'est une atteinte et plus tard la grande chambre restitue en sens inverse de la chambre.

Affaire Hatton droit à un environnement sain : pareil grande chambre change l'orientation de la décision a posteriori de la décision de la chambre.

3. Saisine de la Cour européenne des droits de l'homme.

2 catégories de requérants : les Etats membres et les individus.

a) Le recours inter-Etatique

Prévu par l'article 33 de la CEDH. Tout Etat peut faire la cour s'il estime qu'un autre Etat a violé la convention. C'est un **recours objectif** dans la mesure où l'Etat requérant n'a pas à démontrer d'intérêt à agir : il n'a pas été victime mais peut attaquer.

Ce recours est quasiment jamais employé. Moins d'une 20aine depuis la création. Les Etats hésitent voir refusent de s'en servir.

Exemples quand même :

Le Danemark Contre la Turquie par rapport à la violation des droits des Kurdes.

Chypre contre Turquie : il y avait un contentieux personnel entre les Etats : occupation de la partie Nord de Chypre.

Réactivation dernièrement : 3 derniers recours introduit par l'Ukraine à l'encontre de la Russie.

b) Le recours individuel

Art 34 : Toute personne qui se prétend victime d'une violation de la convention peut introduire un recours contre l'Etat qu'il juge responsable de cette convention. Ce recours est ouvert aux **personnes physique** et aux **personnes morales** (associations, partis pol etc..).

C'est un **recours subjectif** dans la mesure où le requérant individuel devra démontrer qu'il a un intérêt à le faire et donc démontrer qu'il est personnellement victime d'une violation de ses droits. Ce n'est pas un recours absolu qui permettrait à quiconque de se plaindre d'une loi qui ne lui plaît pas. CA doit poser directement un préjudice au plaignant.

LA notion de victime a été assouplie par la **théorie de la victime potentielle** : peut se plaindre quelqu'un qui a déjà subi mais quelqu'un qui potentiellement peut risquer une violation à l'avenir. Extension de l'application de la convention à des situations à venir.

2 exemples :

Affaire Dudgeon contre Royaume Uni 1981 : (relations homosexuelles consenties). Dudgeon n'avait pas encore été victime mais pouvait l'être. La cour condamne le RU alors que la violation n'a pas encore eu lieu.

Affaire SAS sur le port du voile dans l'espace public. Si je continue à porter mon voile je suis potentiellement victime de la violation de l'article 9. Sur le fond finalement la cour n'a pas donné suite.

Principe de subsidiarité : c'est l'Etat en premier lieu qui doit remédier à la violation. La Cour européenne ne remplace pas les protections nationales, elle intervient en plus en cas d'échec.

Principe d'épuisement des voies de recours interne : avant d'introduire un recours devant la Cour un requérant devra avoir saisi toutes les juridictions internes à son Etat. C'est uniquement lorsqu'il n'a pas eu de compensation en ayant tout tenté en droit interne qu'il peut saisir la cour européenne. Par faveur pour les requérants, ne devaient être tentés que les recours utiles, efficaces et adéquats, cad ceux qui ont une chance d'aboutir. On n'impose pas des recours qui n'ont aucune chance d'aboutir.

Principe d'épuisement des griefs : Dès ces recours internes le requérant devra avoir précisé les points de la convention qu'il estime avoir été violés. Par faveur la cour admet la règle de l'invocation du grief en substance : il n'est pas nécessaire que le requérant pointe précisément les disposition de la convention à partir du moment où il allègue la violation d'une position nationale équivalente. C parce qu'on connaît mieux le droit interne que le droit de la convention.

4. Le procès devant la Cour Européenne.

a. L'examen de la recevabilité de la requête.

95% des recours sont déclarés irrecevables.

Quelles irrecevabilités ? question de compétences de la cour, règle de l'épuisement faite avant, règle de délais (6 mois à compter de la dernière décision nationale définitive, quelle que soit la violation faite).

EN 2010 le protocole n°14 a introduit une nouvelle condition de recevabilité : permet à la cour de déclarer **irrecevable les requêtes dans lesquelles le requérant n'a pas subi de préjudices importants**. Répond à un adage Latin : « en dessous d'un certain seuil, le juge ne statue pas ». C'est contestable, avant les conditions de recevabilité étaient procédurales, là elles touchent le fond de l'affaire pour voir l'importance du préjudice.

La détermination du préjudice important dépend de l'environnement dans l'Etat concerné : sommes d'argent par exemple. **Exigence de contextualisation au cas par cas.**

EX: amende de circulation routière (150 euros) a jugé que ce n'était pas bcp par rapport aux revenus de la personne.

b. Le jugement de l'affaire au fond

On présume que la requête a été jugée recevable.

Avant de dire s'il y a violation ou non on cherche d'abord à mettre en relation les deux partis pour régler le pb à l'amiable : **règlement amiable**. N'existe pas pour les droits relatifs à la dignité humaine.

Une fois ça **la cour se prononce par un arrêt motivé** qui conclut à la violation ou non de dispositions de la convention. Ces arrêts peuvent être accompagnés d'**opinion dissidentes** : c'est une technique inconnue en droit français mais qu'on rencontre ailleurs et qui donne aux juges minoritaires la possibilité d'exprimer son point de vue à la suite de l'arrêt.

2 façons pour les envisager :

- Façon négative : les critique en remettant en cause l'efficacité du jugement: ex 2 juge contre 3 majorité faible. Argument qui peut concourir à affaiblir la décision de justice et aller en faveur de l'Etat.
- Façon positive

5. Les effets des décisions de la Cour Européenne.

1) Les arrêts de la cour sont obligatoires pour les Etats mais pour l'essentiel sont déclaratoires.

Obligatoires : un Etat condamné sera tenu d'exécuter la condamnation. La Cour de Strasbourg ne rend pas de simples arrêts comme des avis.

Déclaratoires pour l'essentiel : signifie que la cour se contente de déclarer violation ou non violation, à charge pour les Etats d'exécuter l'arrêt en fonction de leurs propres moyens juridiques. La cour donc n'indique pas ce que les Etats doivent faire concrètement. Elle se contente de déclarer la violation. Autonomie dans l'exécution de l'arrêt.

2) Un Etat condamné sera soumis à 3 types d'obligations supplémentaires :

Mettre fin à la violation en cours, ex: emprisonnement arbitraire.

Lutter contre la répétition de la violation : causes structurelles etc.. L'Etat devra modifier son droit

Obligation de réparation de la violation pour le requérant : déclaratoire donc la cour ne précise pas la réparation en question, en revanche la cour dit que ça devrait être le **principe de la restitution in integrum**. L'Etat doit replacer le requérant dans la situation antérieure à la violation. Dans la pratique c'est rarement possible pour 2 raisons : la cour statue longtemps et dans un nombre d'affaires il est trop tard pour replacer dans la situation préalable à la violation, un certain nombre de droits ne peuvent pas revenir en arrière (Droit à la vie, torture etc..). Dans cette hypothèse la cour opte pour une seconde voie : **la satisfaction équitable**. Consiste en une somme d'argent que l'Etat doit verser au requérant, évaluée en équité par la cour de Strasbourg : pour indemniser le préjudice matériel et moral, et indemniser les frais et dépens (frais de justice).

Cette dimension financière est celle qui a un impact sur les Etats qui finissent par modifier la législation plutôt que de répéter la violation de la législation.

3) Distinguer la portée d'un arrêt par rapport à un requérant, et un arrêt entre 2 Etats.

Un arrêt condamnant la France n'aura pas d'incidence juridique sur un autre Etat. Ça signifie qu'un Etat qui connaîtrait la même législation qu'un Etat condamné doit la modifier pour éviter une condamnation future.

Pour l'essentiel les arrêts sont plutôt bien exécutés par les Etats. Les Etats traînent parfois mais finissent par exécuter les arrêts. Un peu miraculeusement le système marche

Conclu : l'Europe des droits de l'homme semble être un succès, ce n'était pas forcément le cas des autres organisations : défense, économie etc... AU minimum ça permet de surmonter l'isolement des Etats. **D'une certaine façon le Conseil de l'Europe est à la frontière de l'Europe de la coopération et de l'Europe de l'intégration**, cela sous l'effet de la CEDH car c'est très contraignant pour les Etats membres.

Partie II : Les principales organisations de « l'Europe de l'intégration » : les communautés et l'union européenne.

Titre 1 : Des communautés à l'union européenne.

Section 1 : Les origines de l'intégration communautaire

La réalité de l'Europe communautaire ne date que du lendemain de la WWII. Perspective plus originale que l'Europe de la coopération car c'est marqué par une grande ambition et une modestie initiale.

L'ambition : Il ne s'agit pas simplement de faire coopérer les Etats mais d'intégrer leurs politiques, c'est-à-dire de confier la gestion de la politique à des organes supranationaux indépendants des Etats.

LA modestie : les pères fondateurs proposent au départ une intégration seulement sectorielle, limitée à certains secteurs éco. Les deux secteurs à l'origine : Charbon et Acier.

De cette démarche est révélatrice la fameuse **Déclaration du Salon de l'Horloge effectué par R. Schuman le 9 mai 1950** : il dit que l'Europe ne se fera pas d'un coup mais par des réalisations concrètes créant d'abord des solidarités de fait. Sous-entendu : inutile d'être trop optimiste.

Engrenage: système de spill over. **L'idée de l'effet d'engrenage** : l'intégration sectorielle de départ si elle fonctionne bien va s'élargir et déboucher à terme sur une intégration politique. Partir de l'éco pour aller au politique.

Cette méthode Schuman-Monet débouche sur la signature du premier **Traité de Paris du 18 avril 1951** : Acte fondateur de la première communauté européenne historique : CECA. Signé à l'origine pour une durée de 50 ans. EN 2002 on a décidé que la CECA devait disparaître car plus d'intérêts.

Pourquoi le Charbon et de l'Acier ?

Ce sont les ressources de la guerre et de l'armement. Permet de prévenir toute guerre entre ces deux Etats. idée politique sous-jacente : la paix.

Etats fondateurs : Italie, France, ALL et BENELUX.

Marché commun donc du Charbon et de l'Acier : libre circulation de ces marchandises et prises de décisions faites par **la Haute Autorité. Elle gère et impose des règles en matière de gestion du charbon et de l'acier.** Donc organisation intégrée et contraignante pour les Etats. L'organe indépendant des organes nationaux.

La particularité c'est qu'il y a eu une création d'un **Second Traité de Paris en 1952** qui proposait de créer la CED : Communauté Européenne de Défense. IL n'est jamais entré en vigueur car jamais ratifié par tous les Etats, dont la France. Il semble qu'on ait eu les yeux plus gros que le ventre.

Cette première crise de croissance avec la CED a paradoxalement contribué à une relance : élargissement de l'intégration économique.

Traité de Rome ratifié en 1958 par les 6 mêmes Etats : création de la CEE et le CEEA (communauté européenne énergie atomique).

Les Etats s'accorde sur un programme ambitieux en 3 axes :

- **Mettre en place dans un délais de 12 ans une union douanière** : espace de libre échange sans taxe intérieure pour l'ensemble des marchandises, avec en plus une protection douanière extérieure.
- **Mettre en place une libéralisation des autres facteurs de production** : libre circulation des travailleurs, des services, des capitaux.
- **Mettre en place des politiques sectorielles communes visant à accompagner ces libertés de circulation** : pol européenne de libre concurrence, pol européenne des transports, Pol Agricole Commune...
-

Section II : Evolution chaotique de la construction communautaire.

A. Période des communautés sans l'UE (1951, 1992)

Les dix premières années de fonctionnement des communautés a été un succès pour plusieurs raisons :

- **Economique** : contexte économique favorable.
- **Politique** : relative cohérence politique des 6 Etat membres fondateurs. Accord sur les grandes lignes du projet.

Crises de croissance qd même :

- Double **véto français** à l'adhésion du RU aux communautés : 63-67.

- **Crise de la chaise vide** tout au long de l'année **1965** : pendant 1 an les représentants français ont refusé d'aller siéger au sein des communautés européennes, donc impossible de prendre des décisions. PK ? La France protestait par rapport à l'évolution des modes de vote : il était question qu'en matière de PAC on passe de décisions à l'unanimité à des décisions à la majorité.

-> **Adoption du Compromis de Luxembourg** : compromis pol qui prévoit que même dans les domaines qui relèvent de la majorité un Etat peut tout de même demander un recours à l'unanimité s'il avance une menace pour un de ses intérêts essentiels.

PB : la notion d'intérêts essentiels est large.

Ce compromis a créé une culture du consensus mais dans le sens négatif du terme : blocage.

Nouvelle problématique : que va-t-on faire désormais ?

Triptyque de La Haye en 1969 :

- **Achèvement** : achever dans la limites des traités déjà existant. Ex: **unification des institutions des 3 communautés** : CEEA CEE CEEA. Un seul conseil et une seule commission pour l'ensemble des communautés -> **Traité de Fusion de 1965**. + **Augmentation des pouvoirs budgétaires du parlement européen** dès les 70s : traité de Luxembourg de 1970 t Bruxelles 1975. + Adoption en 1976 d'une décision du Conseil relative à **l'élection des membres du parlement européen au suffrage universel directe** (décision très importante car jusque là ct car lien direct entre les populations européennes et les parlementaires européens).
- **Elargissements** : Réalisés par vague. 1973 : RU Irlande Danemark. 1981, 1986 passage à 12 . 1995 : Passage à 15. 2004 (10 de plus) : Adhésion des Etats d'Europe de l'EST. 2007 : Roumanie Bulgarie. 2013 : Croatie.

-> 28 Etats membres. Etats candidats : Turquie candidate depuis 1999, Macédoine, Monténégro, Serbie, Albanie.

- **Approfondissement** : idée qu'on a été au bout du traité de Rome. Différentes tournures: . **Coopération en matière monétaire**, initiée par le rapport Werner de 1970, qui devient le Système Monétaire Européen en 1979 : instrument de coordination qu'est l'écu par rapport auquel les monnaies nationales ne peuvent varier que dans certaines proportions. **Politiques non marchandes** dans les 70s : début de la politique d'aide aux régions en difficultés, politiques européennes de l'environnement, de la recherche. Ces nouvelles politiques se développent indépendamment des traités. **Approfondissement politique = intégration politique** mais le pb est que les différents projets ne mènent qu'à des échecs. Ex: 1) 1962 Echec du Plan Fouchet 2) Plan Tindemans en 1975 3) Plan Spinelli. Blocage à l'intégration pol. Du coup les seules intégrations pol qui méritent d'être mentionnées sont 2 : Coopération en Politique Etrangère (CPE) préparée en 1970 par le Plan Davignon, et en **1974 Institutionnalisation du Conseil Européen comme organe politique**: existence officielle donnée aux sommets des chefs d'Etat et de gouvernement 4 fois par an. Cette création marque la reprise en main par l'intergouvernementalisme : dimension politique. Dans les traités on va assister à un renforcement de l'intégration européenne, moins respectueuse des souverainetés nationales, mais dans la pratique l'inverse se passe à cause du poids donné au Conseil Européen.

Dernier évènement de la Période :

Révision des traités en 1986 par l'adoption de **l'Acte Unique Européen**. 3 apports majeurs :

- **Finaliser le marché unique/intérieur européen** : mettre fin aux dernières entraves qui limitent la libre circulation des marchandises, personnes, capitaux.
- **Création de nouvelles procédures.** 3 illustrations : Création d'un nouveau Juge Européen : le Tribunal de Première Instance qui s'ajoute à la Cour de Justice des Communautés Européennes pour les désengorger. Renforcement des pouvoirs législatifs du parlement européen. Passage du domaine de l'unanimité au domaine de la majorité sur certains domaines.
- Inscrire toutes en traités toutes les réalisations qui ont eu lieu dans la pratique.

B. Période des communautés dans l'UE(1992-2009)

1. La création de l'UE.

On ne parle pas d'UE avant 1992. 7 février 1992 : Traité de Maastricht Acte officiel de création. D'une part création d'une **Union politique** dont l'intégration pol est l'objectif. D'autre part mise en place d'une **Union Economique et Monétaire**.

Elle repose sur une architecture complexe en 3 piliers :

- **Pilier communautaire** : **reprise et approfondissement sur la base du traité de Rome**. PAC, Pol régionale, Marché intérieure ... Europe de l'intégration sur la base du traité de Rome. La CEE devient la CE : de Communauté Economique Européenne à Communauté Européenne. EN 1992 on enlève le mot économique. Acquisition de nouvelles compétences en matière de politiques sociales. Création de nouveaux organes comme les comités des régions, le médiateur européen... Nouveaux processus de décision : procédure de codécision qui place le parlement européen sur le même pied d'égalité que le conseil des ministres. Conduit à la Création de l'Euro et d'une banque Européenne.
- **Pilier PESC Politique Etrangère et Sécurité Commune** : touche à la diplomatie et la défense. Les décisions se prennent dans un cadre à l'unanimité entre les gouvernements: Conseil Européen et Conseil des ministres. Pilier intergouvernemental.
- **Pilier JAI Justice et Affaires Intérieures** : Conséquences de la libéralisation de la circulation des personnes -> Asile, Visa, Coopération judiciaire, policière. Lui aussi pilier essentiellement intergouvernemental.

UE se superpose aux communautés par le pilier 1. Fait coexister la Communauté Européenne avec d'autres que sont les Piliers 2 et 3 qui ont un mode de prise de décision différent : unanimité. . **On a pas tout regrouper dans un socle commun de politiques en 1992 car les piliers 2 et 3 touchent à des compétences régaliennes qui caractérisent le coeur de la souveraineté de l'Etat**. Dans le contenu du pilier 1 on accepte l'intégration, mais pour les piliers 2 et 3 c'est encore la coopération qui prime.

A partir de 1992 il y a désormais 2 traités distincts sur lequel repose l'organisation : le Traité sur les Communautés Européennes **TCE** (Traité de Rome de 1957) qui prévoit les politiques du pilier 1, et le Traité sur l'Union Européenne **TUE** relatif à l'organisation dans son ensemble.

2. Révisions ultérieures décevantes

Après Maastricht révision à répétitions alors que 0 en 30 ans précédemment.

Traité d'Amsterdam octobre 1997 : les Etats dans Maastricht étaient d'accord pour se donner rdv dans 4-5 ans pour faire face aux élargissements. Adaptation des Institutions à une Europe Elargie. C'est une déception car les Etats n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les modifications à apporter. En revanche un certain nbre d'avancées :

- **Communautarisation partielle du 3ème pilier**. On prend un certain nbre de pol du 3ème pilier pour les basculer dans le premier et aller plus loin dans la démarche intégrative puisque prise de décision à la majorité : politiques d'asile visa émigration. Le 3ème pilier change donc de nom car principalement vidé de sa substance : CPJP Coopération policière et judiciaire pénale.
- Création dans le cadre du 2ème pilier d'un **Haut représentant pour la PESC** pour donner une visibilité plus grande en matière de coopération diplomatique et défense.
- Création des **Coopérations Renforcées** : possibilité de géométrie variable, Europe à la carte pour permettre aux Etats qui le souhaitent d'avancer plus vite que les autres de le faire sans être ralenti par les plus lents. Ex : en matière de brevets, mise en place de taxes sur les transactions financières. Si tous les Etats y participent on pourra reverser cette taxe au titre des ressources de l'UE. Création des OPT Out du coup : possibilités pour un Etat de rester en marge d'une politique donnée. EX : RU en dehors de l'espace Schengen.
- Création d'une nouvelle **compétence de l'Union en matière de Politique de l'Emploi** : mets en place des cadres souples pour inciter les Etats à rapprocher leur pol d'emplois.

Bilan Echec pour l'objectif principal mais d'autres choses ont été réalisées.

Traité de Nice 2000 : considéré comme un véritable Echec. **Il adapte les institutions aux futurs élargissement : Il le fait mais débouche sur des règles complexes presque incompréhensibles**. Réforme des modes de prise de décisions. Le véritable apport de ce traité paradoxalement se situe en dehors du traité.

Les Etats se sont mis d'accord à côté du traité pour proclamer la **Chartes des droits fondamentaux de l'UE** qui s'impose aux institutions de l'UE pour encadrer leur action. Au début la chartes devait être présente dans le traité, mais ce n'est pas le cas car des Etats s'y opposent. Donc jusqu'en 2009 elle a une simple vocation déclaratoire. Elle obtient une valeur juridique avec le traité de Lisbonne en 2008.

3. L'échec du traité constitutionnel européen. (Traité établissant une constitution pour l'Europe).

Cette constitution européenne était plus ambitieuse que les réformes précédentes : doter l'UE d'une Charte Constitutionnelle même si formellement un traité qui **refondait la structures des organisations et modifier les fonctionnements des institutions**. Traité élaboré par une convention Pour l'avenir de l'Europe présidée par VGE.

Dans un premier temps soumis au conseil des ministres qui finit par l'adopter à l'unanimité. Il faut ensuite qu'il soit individuellement ratifié par les Etats. En 2004 s'engage le mvt de ratification. On assiste à un double blocage avec le référendum en France et aux Pays Bas. Période de panique : dans un premier temps on repousse l'échéance initialement fixée à 2007. D'autres Etats donc continuent à ratifier. D'autres le suspendent sans délai pour ratification : RU. Le traité sous cette forme ne fonctionnera pas car provoque trop de tensions politiques en France. On décide d'abandonner.

C. Période de l'Union Européenne sans les communautés : le traité de Lisbonne.

3 catégories d'Etat : ne veulent pas du tout entendu parler de constitution européenne, d'autres veulent un maxi traité, et d'autres un mini traité.

Processus :

Juin 2007 réunion à Bruxelles : les chefs d'Etat choisissent de relancer le processus et convoque une Conférence Intergouvernementale (CIG). **Projet** effectif dès septembre et **adopté par les Etats en décembre 2007 lors du conseil européen de Lisbonne**. Nécessité toujours d'engager le **processus de ratification**, sur de meilleurs voies car les Etats s'étaient engagés à passer par la voie parlementaire. Le seul Etat qui constitutionnellement devait utiliser le référendum est l'Irlande, qui répond NON.

Révéléateur d'un désamour entre les populations européennes et la construction européennes.

Pour surmonter ce blocage on octroie des concessions à l'Irlande pour lui permettre de reprendre le processus de ratification :

- clarification des conséquences du traité
- Irlande obtient un OPT Out sur la politique de défense
- L'Irlande obtient le droit de garder son représentant à la commission européenne.

La campagne électorale est reprise et en 2009 le référendum est positif.

TRAITE DE LISBONNE DEVIENT LE NOUVEAU CADRE DE REFERENCE DE L'UE.

Contenu :

Le traité met fin à l'existence de la Communauté Européenne, désormais il n'existe plus que l'Union Européenne. **Fin donc de la structure en pilier**. Organisation unique. Quelques réserves : La CPJP (pilier 3) relève désormais de l'intégration et de la majorité; En revanche pour la **PESC (Pilier 2) la politique est toujours décidée à l'unanimité**.

L'organisation repose toujours sur 2 traités :

Le TCE devient le TFUE et le TUE reste le même.

On ne parle plus constitution européenne mais de traité, qui a été une adaptation mesurée. LA constitution européenne prévoyait de créer un ministre des affaires étrangères de l'UE, Le traité retient une appellation différente : Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de la sécurité.

Moralité : toilettage sémantique, on a fait disparaître du traité de Lisbonne tout ce qui faisait penser à un Etat : « ministre, lois, symboles, constitution ». Le traité de Lisbonne est quand même un traité constitutionnelle, mais présentée d'une autre façon. Mais en soit c'est la même chose !

Innovations :

Création d'un **président fixe** pour le conseil européen. Avant c'était une présidence tournant qui changeait tous les 6 mois. Autre innovation : est créé le poste de **haut représentant de l'Union** qui donne une visibilité internationale à l'Union.

Modification des modes de décision au sein du conseil des ministres avec la **règle de la double majorité**. Renforcement des pouvoirs du parlement européen et des parlement nationaux.

D'un point de vu institutionnel ce traité de Lisbonne est ambitieux et satisfaisant par rapport aux précédents car son esprit est de simplifier et donner plus de lisibilité.

Section 3 : Caractéristiques générales de l'Union Européenne

A. Les caractéristiques économiques de l'UE

Les communautés puis l'UE sont à l'origine d'un ordre juridique intégré avec une vocation initialement économique. L'UE encore ajd'hui garde ce noyau dur.

Typologie de Balassa qui présent en modèle progressif d'intégration éco :

- Echelon 1 : **Zone de Libre Echange** -> Abolition des entraves à la libre circulation des marchandises (droits de douanes, restrictions quantitatives)
- Echelon 2 : **Union douanière** -> Protection commune aux frontières de la zone.
- Echelon 3 : **Marché commun** -> Libération des autres facteurs de production = libre circulation des travailleurs, des services et capitaux et mise en place de politiques communes.
- Echelon 4 : **Union économique et monétaire** -> Mise en place d'une politique monétaire commune, monnaie unique, et coordination des politiques économiques.

Dès 1957 la CEE a répondu aux 3 premiers degrés. Il a fallu attendre 1992 et Maastricht pour franchir le 4ème échelon.

D'un autre point de vu on peut présenter l'UE par la dimension négative et la dimension positive :

Dimension négative : abolir les entraves

Dimension positive : mettre en place des pol communes.

On peut rappeler que ce processus d'intégration co repose sur 2 effets : **effet d'engrenage** (processus continue entraînant jusqu'à l'échelon ultime de l'intégration), **effet de cliquet** (nn seulement on est conduit à aller de l'avant, mais en plus on peut pas revenir en arrière). Construction clairement de type néolibéral.

B. Les caractéristiques politiques de l'Union

L'ambition politique n'est pas clairement identifiée et affichée au début par les pères fondateurs.

Dans le cadre du traité de Maastricht et des suivants la **logique fédérale n'a jamais été affichée clairement** tout simplement par ce que les Etats ne le veulent pas. L'ambition fédéraliste (avec à terme substitution aux Etats membres) pose pb. **Mais si on va au bout du processus c'est inéluctable.** Toutefois si on s'inscrit dans cette logique de substitution de l'Union aux Etats il faut que cette organisation offre un projet crédible et suffisamment convaincant.

Trois éléments :

D'un point de vue pol l'UE est un renforcement du parlement européen et donc de la **dimension démocratique du système**. Le grief de déficit démocratique est moins fondé qu'auparavant : le parlement est composé de représentants élus et qui représentent les intérêts de la population.

Création d'une **citoyenneté européenne** qui a vu le jour avec le traité de Maastricht de 1992. C'est une **citoyenneté de superposition** dans le sens où elle ne remplace pas les citoyennetés nationales mais se superposent et bénéficient automatiquement aux nationaux des Etats membres. Avoir une citoyenneté nationale donne la citoyenneté européenne et pareil en cas de perte. Droits donnés à cette citoyenneté : liberté de circulation, droit de vote au parlement européen mais aussi aux élections locales quelque soient l'Etat de résidence, droit de saisir le médiateur européen, droit à la protection diplomatique dans un Etat tiers où son Etat n'est pas représenté, initiative citoyenne européenne.

Montée en puissance de la **dimension droits de l'homme**, à l'origine rien n'était prévu en matière de droits de l'homme. Les institutions européens pouvaient agir sans qu'elles soient contraintes de respecter les droits de l'homme. Ça a été comblé par la Cour de Justice Européenne qui a écrit des principes généraux de droits qui ont été imposés aux institutions : liberté d'expression, vie privée, religion etc.. Plus récemment avec la **Chartes des droits fondamentaux** on a un texte qui s'impose aux institutions. L'Union cherche à exporter à l'extérieur sa vision de la démocratie et des droits de l'homme. Par exemple il y a une clause droit de l'homme qui empêche la coopération avec des pays tiers s'ils ne respectent pas les droits de l'homme.

C. Les caractéristiques juridiques de l'Union

1. Fondement juridique de l'Union

L'UE et les communautés sont avant tout des organisations internationales qui **reposent sur des traités signés par les Etats**.

Ces traités présentent des spécificités :

- **Du point de vue des modes de révision** : ils obéissent à une procédure complexe prévue par l'art 48 du TUE. 3 phases. **Phase initiative** à l'occasion de laquelle un Etat membre, la commission européenne, et le parlement européen peut soumettre au conseil des ministres un projet de révision. **Phase de négociation et d'adoption** sur avis du parlement européen pour quoi le Conseil décide de convoquer une convention chargée d'élaborer concrètement le projet de révision. Ensuite présenté à une conférence des représentants des Etats Membre qui adoptent le projet à l'unanimité de ses membres. **Phase nationale de ratification** : le traité doit être ratifié individuellement par l'ensemble des Etats membres selon les modalités individuelles.
- **Cour de justice de Luxembourg : Arrêt Van Gend en Loos** -> théorie de l'effet direct du droit de l'UE cad propriété selon laquelle le droit de l'UE concerne directement les individus, par delà leur Etat d'appartenance. La cour a insisté sur la spécificité des Traités communautaires qui ne sont pas que des accords entre les Etats mais en précisant que ça comportait les ressortissants de l'Etat -> Les individus comme destinataires directs des droits.

Arrêt Costa contre Enel : l'ensemble du droit communautaire vaut sur l'ensemble des droits des Etats membres y compris constitutionnels. Spécificité des traités fondateurs qui constituent un ordre juridique propre distinct des ordres juridiques internationaux et des ordres juridiques des Etats.

Arrêt Les Verts contre Parlement Européen : précise que le traité de Rome bien que conclu sous la forme d'un accord internationale classique n'en constitue pas moins la charte constitutionnelle de base d'une communauté de droit. Le terme constitutionnel est utilisé : quel intérêt ? Montrer que si d'un pt de vue

formel ça repose sur un traité, d'un point de vu matériel/contenue, ça se rapproche de plus en plus des constitutions au sens national du terme. D'un point de vue substantiel ça se rapproche de plus en plus d'une constitution.

L'UE n'est pas un Etat : pas de population propre, de territoire propre mais juxtaposition, n'a pas non plus la souveraineté dans le sens où elle n'a pas la compétence de sa compétence. Ne détermine pas de manière autonome les matières sur lesquelles elle a la compétence.

Dans le même temps c'est beaucoup plus qu'une simple organisation de coopération, ça va plus loin : citoyenneté européenne, prises de décision, poids du parlement etc... Donc l'UE est au milieu d'un processus avec l'idée de progresser un jour vers la finalisation du modèle fédéral.

-> Impossible juridiquement de qualifier l'UE. Certains s'y sont essayé : Michel Delors disait que c'était un Objet Politique Non Identifié. Beaucoup utilise le terme de « fédération d'état-nations » mais ne veut rien dire car on le récupère chez les pro euro et les anti euro. **Le terme le plus adéquat est « Structure sui generis » = unique en son genre.**

2. L'appartenance à l'Union

LA procédure d'adhésion est dans l'**article 49 du TUE**.

Conditions substantielles/matérielles :

- **Être un Etat**,
- **Européen** (incertitude),
- **respecter les critères de Copenhague** : 3 critères de 1996. **Politique** : obligation de respecter la démocratie et les droits de l'homme. **Economique** : obligation d'avoir une économie de marché libre et concurrentielle. **Critère de l'acquis** : L'Etat doit s'engager à reprendre à son compte l'ensemble de ce qui a été fait dans la communauté. L'Etat candidat doit s'adapter aux exigences de l'UE.

Conditions formelles (procédure) :

- **Acte de candidature** devant le Conseil des ministres qui se prononce à l'unanimité et sur approbation du parlement européen. Exigence d'unanimité donc et approbation donne un droit de veto aux membres du parlement européen.
- **Phase de négociations** de l'adhésion : entre Etat candidats et Etats membres. Turquie : officiellement candidate depuis 1999, négociation ouverte en 2004, et toujours ouverte aujourd'hui.
- **Ratification de l'accord d'adhésion** par l'Etat candidat, et par l'ensemble des Etats membres.

C'est une procédure politique marquée par une certaine subjectivité.

Peut-on sortir de l'Union Européenne ?

On ne peut pas chasser un Etat de l'UE. On peut punir un Etat par contre par l'art 7 du TUE : suspendre un Etat de ses droits de vote et de représentation dans l'Union en cas de non respect grave et persistant des droits de la démocratie.

Depuis Lisbonne un Etat peut librement quitter l'UE (aujourd'hui) art 50 du TUE : s'il souhaite s'en aller un Etat le peut, avec toutes les conséquences pol et éco que ce retrait produit.

Titre 2 : L'architecture institutionnelle de l'UE

Originalité de la structure de l'UE, sui generis, qu'on ne retrouve nul part ailleurs. Elle est **évolutive** : révisions successives des traités et du fait de la pratique institutionnelle. Les institutions sont les mêmes mais leur pouvoir et leur importance sont évolués. Certains ont gagné en pouvoir : parlement européen, d'autre l'inverse : la commission. Aussi **pas de séparation rigide des pouvoirs dans l'UE** : aucun organe n'a une fonction exclusive. On ne peut pas dissocier exécutif et législatif entre les organes, ils sont exercés conjointement par les 3 institutions principales de l'Union.

Section 1 : Le « triangle institutionnel » de l'UE.

3 types d'organes qui chacun représente une légitimité distincte.

Commission : détentrice de la légitimité intégrative ou supranationale. Elle représente l'intérêt général de l'Organisation.

Les conseils : détenteur de la légitimité interétatique : vocation à représenter les intérêts des Etats.

Parlement européen : censé représenter la légitimité démocratique : des peuples et populations européennes.

I. La commission européenne : la légitimité intégrative de l'organisation.

A) Composition et fonctionnement

28 commissaires : 1 par Etat membre.

3 périodes :

- 1957-2004, plus de commissaires que d'Etats-membres car prime pour les gros Etats membres qui avaient le droit à 2 (France, All, RU, Italie, Espagne).
- 2000 (2004) : traité de Nice prévoit qu'il n'y en ait plus qu'un, n'est entré en vigueur qu'en 2004.
- IL y aurait du avoir une 3ème période prévue par le traité de Lisbonne, voulait faire en sorte qu'il y ait moins de commissaires que d'Etats membres. Prévoyait qu'à partir de 2014 ce soit 2/3 du nbre d'Etats membres. Ce système n'est jamais entré en vigueur. Pk ? Dans le cadre de la ratification du traité de Lisbonne l'Irlande avait bloqué le processus de ratification et une des concessions était de concéder à l'Irlande son commissaires, et finalement tous les Etats se sont mis d'accord pour maintenir 1 commissaire par Etat membre.

Pourquoi cette évolution dégressive ?

L'idée était de conserver de l'efficacité. Mais les décisions sont prises à la majorité donc raison peu convaincante. En revanche ça peu poser le pb que plus il y a de commissaires plus il faut multiplier les fonctions et porte-feuilles qu'on leur confie. Dernier argument : Moins de commissaires que d'Etat membre pour montrer aux commissaires européens qu'ils ne sont pas là pour représenter les Etat mais l'intérêt général de l'organisation, donc peu importe les nationalités des commissaires, ils sont indépendants des Etats.

Comment sont-ils désignés ?

C'est très encadré et fait intervenir le parlement européen. Procédure par Art 17.7 du TUE et repose sur 5 temps forts :

- **Conseil européen statuant à la majorité de ses membres propose au parlement européen un candidat à la fonction de président de la commission.** Pour ce faire il doit tenir compte des équilibres politiques au sein du parlement européen et des résultats des précédentes élections européennes (cad doit respecter la majorité). LE candidat doit être issu de la majorité mais ne doit pas être imposé par les partis au sein du parlement.
- **Le parlement européen élit le pdt à la majorité de ses membres**, ou pas si le candidat ne lui convient pas.
- **En accord avec le président de la commission nouvellement élue le Conseil des ministres va adopter la liste des 27 autres commissaires établis conformément aux propositions des Etats.** LE haut représentant des affaires étrangères est de droit vice président de la commission donc y est présent
- **L'équipe ainsi constituée retourne devant le parlement européen pour un vote d'investiture collégial :**
Le parlement préalablement à son investiture organise des auditions des différents aspirants commissaires. Auditions parfois très serrées qui visent à juger les compétences et les risques de conflits d'intérêts. Le parlement peut refuser tel ou tel candidat, il n'a pas à accepter en bloc.
- Puis retour devant le Conseil qui nomme définitivement par un vote à la majorité qualifiée.

C un mandat de 5 ans qui peut se renouveler indéfiniment ou prendre fin en cas de démission volontaire, démission d'office prononcée par la cour de justice pour faute grave, démission sur demande du président de la commission, en cas de démission collective de la démission à la suite d'une motion de censure votée par le parlement européen.

Une fois le commissaire nommé, il est inamovible par l'Etat, et doit jouir d'une totale indépendance épar rapport aux intérêts de son Etat d'origine, et par rapport aux intérêts privés.

S'agissant de son fonctionnement :

- 1) **Renforcement constant du poids du président :** à l'origine en 1957 il n'avait qu'un rôle administratif d'organisation des débats. Et avant un Primum Inter Pares (Premier entre ses pairs) donc un commissaire comme les autres qui avait un rôle de coordination des travaux. Depuis le traité de Nice il attribue les différents portefeuilles, fixe les objectifs politiques de la commission, peut révoquer un membre. Donc c'est une sorte de premier ministre.
- 2) **Historiquement principe de collégialité :** toutes les décisions prises doivent être le fait de l'ensemble des commissaires. Pas de pouvoir individuel de décision. La plupart adoptées à la majorité simple.

B) Principales attributions

Art 17.1 du TUE fait de **la commission la gardienne des traités et la garante de la bonne application du droit de l'UE.**

4 grands types de mission :

- **Gardienne des traités :** veille à ce que les traités ne soient pas violés par les Etats membres. Elle dispose de **pouvoirs de prévention**, d'alertes pour prévenir les Etats et autres institutions qui prévoient par exemple d'adopter des législations contraires etc.. Une fois l'infraction avérée, la commission a des pouvoirs de poursuite contre les Etats : elle les poursuit dans le cadre d'un **recours en manquement** devant la cour de justice européenne. Dans le cadre spécifique du droit européen de la concurrence la

commission a des pouvoirs plus étendus encore car elle peut sanctionner directement les entreprises fautives en donnant des amendes.

- **Fonction d'impulsion qui se dédouble en 2 pouvoirs d'initiatives :**

- 1) **Pouvoir général de recommandation sur un plan non normatif** : peut adopter un certains nombre de document non contraignants -> Livres verts, livres blancs qui visent à lancer des consultations dans les Etat membres par exemple.
- 2) **Monopole de l'initiative des actes communautaires** : tous les actes de l'UE (règlement, directives, décisions) ont toujours à l'origine une proposition de la commission. Elle est à l'initiative, donc par contre elle n'a pas le pouvoir d'adoption. C important

- **Fonction d'exécution : une fois les décisions adoptées par le parlement et le conseil c'est elle qui met en oeuvre les différentes politiques européennes** (elle gère le budget d'ailleurs) : PAC etc.. C'est un pouvoir d'application. Lorsqu'on lit les traités, le véritable détenteur de l'exécutif au sein de l'UE est normalement le Conseil, sauf que dans la pratique il délègue son pouvoir exécutif à la commission, car c un organe beaucoup mieux armé d'un point de vu financier etc.. En contrepartie le conseil des ministres contrôle le pouvoir d'exécution de la commission par le principe de la comitologie : le conseil des ministres supervise les actions de la commission et peut les bloquer.

- **Fonction internationale** : c'est elle qui va assurer les relations diplomatiques de l'Union en envoyant des délégations de l'Union à l'étranger (équivalent de l'ambassade d'un Etat), en négociant les traités internationaux avec les Etats tiers ou d'autres org internationales. Ex : le négociations du traité transatlantique avec les USA. Les critiques pleuvent en disant que la commission va imposer un traité mais lorsque la commission aura signé le traité, le parlement et le conseil pourront le refuser dans le cadre de la ratification.

Au sein de l'UE désormais cette fonction internationale est principalement exercée par le haut représentant qui au rang de commissaire (cumul les fonctions) concentre l'essentiel de la fonction diplomatique.

C'est la cheville ouvrière de l'UE. En terme de personnel c la plus grosse = 35 000 agents. C l'organe fonctionnelle, producteur.

II. Les conseils interétatiques : la légitimité interétatique de l'organisation

A) Le conseil de l'Union européenne (anciennement appelé conseil des ministres).

1. Organisation :

Art 16.2 TUE : Le conseil est composé d'un représentant de chaque Etat au niveau ministériel habilité à engager le gouvernement de cet Etat. En gros : **1 ministres de chaque Etat**. Depuis 2009 ce conseil peut siéger dans 2 grandes formations :

- **Conseil des affaires général** : voter les principales politiques internes à l'Ue -> Education, transports, PAC... Présidence tournante tous les six mois. IL peut y avoir des sous conseil au sein de ce conseil affaires générales.
- **Conseil des affaires étrangères** : élabore les politiques extérieures -> défense, aide au développement, politique commerciale commune. Présidé de manière fixe pr une durée de 5 an par le Haut représentant des affaires étrangères (cumul donc des fonctions car membre de la commission aussi).

Un organe d'assistance qui lui est rattaché : **COREPER**. Comité des Représentants Permanents : assure la continuité des travaux entre les réunions du conseil des ministres qui ne peuvent pas se réunir continuellement. C'est un filtre des décisions à adopter.

Le COREPER établit 2 listes :

- La liste A : toutes les décisions sur lesquelles un accord a été trouvé entre les représentants. Ne donneront lieu qu'à un vote d'approbation globale des ministres.
- Liste B : Décisions qui n'ont pas donné lieu à un accord au niveau des représentants permanents.

2. Les modes de votation :

3 modes : Unanimité, majorité qualifiée, majorité simple.

Le choix du mode n'étant pas libre, mais dépend du type de décision et la politique qui en découle. Majorité simple : Devrait être le mode normal selon les traités mais en fait c'est une exception. Le choix entre unanimité et majorité n'est pas anodin : majorité va vers une Europe de l'intégration de type fédérale, unanimité va vers la coopération.

On constate une disparition de l'unanimité au profit de la majorité qualifiée. Recul de l'unanimité. Aujourd'hui relèvent de l'unanimité : question d'importances constitutionnelles (adhésion d'un nouvel Etat et procédure de ratification d'un traité), PESC, Politiques sociales -> Ce sont les domaines qui marchent mal dans l'Union européenne et ce n'est pas un hasard.

Dans la pratique c'est à nuancer car si l'unanimité a disparu des textes, dans la pratique elle n'a jamais été aussi présente via la pratique du consensus : au sein du conseil les représentants des Etats vont le plus souvent contourner les règles de votation et de manière à ne pas aller au clash choisissent un connectés. Nivèlement par le bas.

Majorité qualifiée : système complexe :

L'ancien système de majorité qualifiée (des origines jusqu'à 2014) reposait sur une pondération des voix au sein du conseil. Chaque Etat se voyait attribuer des voix selon son poids démographique politique. Ex : France ALL 29 voix, Malte 2 voix. Pour que la décision soit adoptée jusqu'en 2014 il fallait 3 conditions cumulatives : majorité simple des Etats + total de 260 voix sur 352 possibles + un Etat pouvait demander la confirmation que les Etats favorables représentent au moins 62% de la population européenne.

Justification : maintenir un équilibre entre les petits Etats et les grands Etats.

Depuis 2014 règle de la double majorité : une décision est adoptée si elle recueille 55% des Etats représentant 65% de la population européenne. Ce système a été contesté par des Etats : Pologne par exemple. PK ? LA Pologne par exemple est défavorisée dans la prise de décision : avant elle avait 27 voix, or du point de vue de sa population c'est 40 millions d'hab, l'Allemagne 80 millions, donc elle était surreprésentée avant. Elle a menacé de ne pas signer le traité de Lisbonne donc un compromis a été mis en place : le compromis de Ioannina qui prévoit que lorsqu'un ou plusieurs Etats n'arrivent pas à bloquer la décision mais sont ils peuvent s'ils sont suffisamment importants demander la poursuite des discussions jusqu'à qu'un compromis satisfaisant pour tous soit trouvé.

3. Les attributions :

Témoigne de la place centrale de ce conseil de ministres, et donc finalement de la place centrale des Etats dans le processus de décision.

C l'une des deux branches du pouvoir législatif de l'Union. C le conseil conjointement au parlement européen qui adopte aujourd'hui la totalité des actes. Jusqu'en 1992 et même le seul car le parlement était consultatif. Une décision non votée par le conseil des ministres ne pourra jamais entrer en vigueur.

C une des deux branches de l'autorité budgétaire : conjointement au parlement il vote le budget.

Il a le pouvoir exécutif mais dans la pratique il le délègue à la commission.

Rôle internationale : il mandate la commission pour négocier et signer les traités.

B) LE conseil Européen

Date de 1974, avant on avait simplement des sommets qui réunissaient les chefs d'Etat. Désormais se réunissent à intervalle régulier : 4 par an. Après 1974 c inscrit dans les traités.

Le traité de Maastricht précise ses fonctions et attributions.

1. Composition

Art 15.2 : chef d'Etat ou de gouvernement des Etats membres, d'un président, et du président de la commission.

On trouve aussi le haut représentant (il est partout ce con). Le président de la commission peut être assisté d'un commissaire et les chefs d'Etat d'un ministre. Car parfois ça porte sur des questions spécifiques type économie, environnement etc..

Le président du conseil européen est une création du traité de Lisbonne. Avant présidence tournante tous les six mois, mais désormais le pdt est fixe et élu pour une durée de 2 ans et demi renouvelable 1 fois à la majorité qualifiée des membres du conseil européen. Donc le conseil élit lui-même son président, qui ne peut exercer que cette unique fonction, européenne et nationale.

Actuel président du conseil européen : Donald Tusk. Il s'agit de donner plus de visibilité et de continuité, mais il n'est pas supérieur hiérarchique des autres membres, plus un rôle de coordination et représentation. Le poids et l'intérêt de ce poste dépend largement du titulaire du poste ? rattraper aide.

Du point de vue de ces attributions, il a un rôle presque exclusivement politique : il n'exerce pas de fonctions normatives, d'adoption des décisions ou du budget. Pour l'essentiel, son action se situe en amont de celles des autres institutions.

« Il lui revient de donner à l'union les impulsions nécessaires à son développement, de définir les orientations politiques générales » = art 15 paragraphe 1 du TUE. C'est lui qui décide de la mise en place de telle ou telle politique. Prend des décisions en période de crise = conseils extraordinaires. Il intervient dès qu'il y a une impulsion politique importante à donner à charge pour les autres institutions d'adopter les actes juridiques qui concrétiseront ces impulsions.

On peut le situer au-dessus du triangle institutionnel : c'est de lui qu'émanent toutes les initiatives. Montée en puissance : il a court-circuité la Commission : elle a une fonction d'initiative, mais qui a été largement mordue par le Conseil européen, elle est devenue plutôt un relai. On est passé d'un système fondé sur un modèle intégratif (organe supranational était à l'origine des textes) à un système intergouvernemental.

D'où le paradoxe qu'on retrouve : dans la pratique on évolue dans le sens de l'intergouvernementalisme, alors que les traités vont dans le sens de + d'intégration.

3) Le parlement européen : la légitimité démocratique de l'organisation

Organe qui a évolué depuis les origines (1957). Atout démocratique du système. Auj tout ce qui concerne le parl européen est inscrit à l'art 14, c'est la première institution qui est citée par les traités. Dans la présentation même des institutions on note un renversement par rapport au traité de Rome. Cet ordre de présentation témoigne de la montée en puissance du parl européen et de l'essoufflement de la commission.

A) Organisation et fonctionnement

Il est élu au SU direct depuis la décision du Conseil du 20 septembre 1976, avec les 1ères élections en 1979. Avt parlait pas de parlement européen.

Depuis 1992 tout citoyen européen peut voter et être élu aux élections européennes quel que soit l'E membre dans lequel il réside. Conséquence de la citoyenneté européenne. La composition du parlement européen a évolué du fait des élargissements successifs : nb de siège en fct de l'importance démographique et politique. A l'heure actuelle, le nb maximum de parlementaires a été plafonné à 751 eurodéputés (750 plus le psdt). La taille minimum des délégations nationales est de 6 à 87 sièges pour les + gros E (règle dans le traité de Lisbonne).

C'est un mandat de 5 ans qui est encadré par un strict régime d'incompatibilité : impossible d'être membre d'une autre institution européenne ou nationale. Renversement ap de 2001. Possible d'avoir un mandat local, selon les E.

Le siège du parlement euro si situe à Strasbourg, mais l'essentiel de son activité se concentre à Bruxelles où il y a la commission parlementaires = travail de fond. A strasbourg : sessions plénières, dc une semaine par mois environ. Il y a un débat sur l'intérêt d'avoir deux villes : les préférences vnt à Bruxelles pour des raisons de communication et de logistiques.

Deux traits de spécificité :

- fonctionnement du parlement européen marqué par une culture du consensus, ici dans un sens positif -> pas de ph d'opposition systématique entre la gauche et la droite. Vastes coalitions droite/gauche. Ex : mode de désignation du psdt du parlement : se sont mis d'accord pr un changement à mi-mandat, un roulement entre les deux grands camps, alrs que le psdt est censé être élu pour 5ans.
- Le parlement européen est composé de gp politiques qui ne sont pas des groupes nationaux, représentent les principales familles politiques européennes. A l'heure actuelle 7 groupes : 1^{er} parti est le PPE (parti pop européen) avec 221 sièges, les S&D (socialistes et démocrates ?) avec 191 sièges, le groupe des conservateurs et réformateurs européens avec 70 sièges (mené par les tories, groupe eurosceptique), ALDE (alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe) avec 67 sièges, centre droit plus europhile.

B) Principales attributions

a) Attributions en matière normative

En matière d'évolution des lois et du budget. Grande différence avec les parlements nationaux. Le parl européen n'a pas l'initiative des lois européennes. La commission a le monopole de l'initiative des textes, des lois européennes, parlement pas son mot à dire quand à l'initiative ds actes. Pendant très longtemps le parlement n'a pas véritablement eu de rôle lég, de 1957 à 1989 (Acte unique européen), le parl européen n'était que consulté par le conseil des ministres quand il s'agissait d'adopter un acte de l'Union. Le Conseil était obligé de le consulter mais pas obligé de suivre sa ligne → évolution ap de 1986, nouvelle procédure d'adoption des lois avec ds pouvoirs renforcés, mais pas encore sur pied d'égalité : procédure de coopération et procédure d'avis conforme. C'est le conseil de l'UE qui en dernier lieu prenait les décisions.

1992 : procédure de co-décision qui est une procédure législative qui place le parl européen sur un pied d'égalité avec le conseil → toutes les décisions de l'UE proposées par la commission devront être adoptées dans les mêmes termes par le conseil des ministres et le parlement européen → si l'un des textes n'est pas adopté alors pas adopté. Pas de dernier mot pour l'une des institutions. Cette procédure de co-décision est aujourd'hui qualifiée de procédure législative normale, concerne 95% des décisions aujourd'hui adoptées → procédure ultra-majoritaire. L'un des effets de la disparition du 3^e pilier est que désormais les prises de décisions qui étaient associées à ce pilier sont prises par co-décisions aussi.

Renforcement des pouvoirs du parlement européen en matière budgétaire. C'est le conseil des ministres qui va adopter le budget de l'Union (150 milliards d'euros annuels).

Celui-ci débute plus tôt : dès les 70s : traités de Luxembourg (1970) et de Bruxelles (1975).

Le parl européen s'est servi de son pouvoir budgétaire pour renforcer son pouvoir législatif : s'est imposé grâce à l'argument budgétaire.

b) Attribution en matière de contrôle

Fonction classique mais ici ce contrôle s'exerce essentiellement sur un seul organe : la Commission. Contrôle politiquement à trois niveaux :

- Contrôle préalable : participation du Parlement à la désignation de la Commission
- Contrôle continu cad tout au long de l'existence de la commission (pendant les 5ans). Ce contrôle est classique, prend des atours classiques : ex possibilité pour les parlementaires européens de poser des questions écrites ou orales, possibilité de les auditionner, de mettre en place des commissions d'enquête visant à faire la lumière sur la gestion des politiques par la Commission.
- Contrôle en aval : après coup, deux tournures :
 - o Instrument de la décharge budgétaire. Commission : organe d'exécution du budget mais surveillé par le Parlement. Une fois le budget exécuté, le Parlement va voter la décharge → point de vue politique du parlement européen sur la façon dont la commission s'est acquittée de la gestion du budget. Il peut ne pas voter la décharge : 84 sur budget de 1982 et en 1998. Pas vmt de csq juridiques.
 - o Motion de censure, prévue par l'article 17 paragraphe 8 et précisé aussi dans le TFUE par l'article 234 : possibilité de contraindre à démissionner collectivement doit être déposé par un dixième des membres et 2/3 des suffrages exprimés pour qu'il y ait censure. Jamais servie, n'a eu pour l'instant qu'un rôle dissuasif. Ex de la commission Santer est une commission présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer à qui avt été reproché des dysfonctionnements (ex Edith Cresson accusée de népotisme, fonds européens dilapidés ou disparu du fait d'une mauvaise gestion). Le parlement a mis en place une commission d'enquête puis il a refusé en 1998 de voter la décharge, puis a menacé d'avoir voté une motion de censure. La commission a choisi de démissionner avt.

Si la commission, qui n'est pas un organe démocratique en tant que tel, c'est un organe qui est contrôlé par un organe démocratique. La commission n'est pas un organe tout puissant car elle peut être limitée par le parlement européen.

(NB : le haut représentant n'est pas une sorte de 4^e institution. Il a un pied dans toutes les institutions sauf au parlement. But : centraliser la politique extérieure). Avant on avait le Haut représentant pour la PESC (pour le 2^e pilier) et le Commissaire aux affaires extérieures).

II) Les institutions juridictionnelles de l'UE et organes annexes

A) Organisation du système juridictionnelle de l'UE

Quand on parle du juge de l'UE, peut avoir deux exceptions. Au sens large ce sont des organisations spécifiques à l'org mais au sens large intègre les juges nationaux considérés comme étant des juges de droit commun, du droit de l'Union. Au sens strict, le juge de l'Union renvoie à 3 organisations apparues successivement dans l'histoire :

- Au départ un seul organe : Cours de justice de l'UE, devenue CJCE -> composé de 28 juges (1 par état membre) et 8 avocats généraux (sorte de rapporteur public au Conseil d'E) : des juges avec un rôle particulier, fonction d'explicitation de l'affaire, éléments factuels et juridiques pour éclairer la formation du jugement pour éclairer la formation du jugement, voire proposer une solution.
- TPI (avant tribunal de première instance), devenu le tribunal de l'UE : créé en 1986 avec pour objet de désengorger la CJCE du contentieux massif dont elle était saisie. Progressivement les recours qui sont introduits par les particuliers contre les institutions de l'UE sont introduits devant les tribunaux et les recours introduits par les E ou des I^o sont devant la Cour de Justice. Composition : 28 juges (un par E membre)
- 3^e niveau de juridiction → le tribunal de la fonction publique européenne (TFPE) qui a été créé en 2004 avec pour objet de désengorger le TPI. Tout ce qui touche aux litiges liés à la fonction publique européenne. Seulement 7 juges dont tous les E ne sont pas représentés. Décisions qui sont susceptibles d'être examinées en appel par le Tribunal, dont les décisions peuvent être examinées par la CJUE = hiérarchie.

Recours en manquement = possibilité de sanctionner un E membre ; possible aussi d'obtenir des indemnités, etc... Il y a une série de recours. Renvoi préjudiciel = pouvoir formuler des demandes d'avis.

B) Les organes spécifiques ou annexes :

Qualificatif d'annexe pas pour les dévaloriser, renseigne juste sur leur place périphérique dans l'organe de décision. Peut les répartir en 3 catégories :

a) Organes de contrôle

= aurait pu faire rentrer la cour de justice mais à côté de cet organe de contrôle juridictionnel on a d'autres organes de contrôle qui ne sont pas des juges :

- cour des comptes européenne créée en 1975 par le Traité de Bruxelles. Composée de 28 membres, 1 un par E membre, pour 6 ans (?), contrôle de la totalité des comptes, ressources et dépenses de l'Union pour veiller à leur régularité mais aussi pour veiller au principe de bonne gestion financière. Pas de pouvoir de sanction, simple contrôle qui ne débouchera que sur la production d'un rapport qui a un intérêt particulier mais la cour des comptes pas un juge donc sanctionne pas. Rôle d'alerte
- Le médiateur européen : créé en 1992 par le traité de Maastricht. Compétent pour recevoir les plaintes des citoyens européens en cas de mauvaise administration des institutions européennes. Médiateur spécifique à l'UE. Seule limite de sa compétence = peut pas intervenir si déjà une procédure législative en cours.
- CEPD = contrôleur européen pour la protection des données, créé en 2001. C'est une autorité de contrôle indépendante qui est l'équivalent au niveau européen de la CNIL qui va veiller à ce que les textes de droit européen ne portent pas atteinte au caractère personnel des données des individus.

b) Organes consultatifs

Avt pouvait y faire entrer le Parlement européen. Il reste :

- Le comité économique et social créé en 1957 par traité de Rome, vise à représenter les forces économiques et sociales au sein du système (environ 323 membres, issus de la sté civile, délégation de chaque E), améliorer la prise de décision, consulté dès que cela rentre dans ses attributions.
- Le comité des régions créé en 1992, siège à Bruxelles. Son but est de défendre les intérêts des collectivités infra étatiques dans le cas de la prise de décision et toujours à titre consultatif.

c) Organes de gestion

Ils sont innombrables. Cite 3 catégories :

- Banque européenne d'investissement créée en 1957. Organe qui est assez mal connu alors qu'il est important car premier organisme de prêt public mondial. Son but est de contribuer au financement d'investissement à l'intérieur de l'Union ou en direction des Etats associés. Contribuer à des projets d'investissement consiste à accorder des prêts car s'agit d'une banque mais à des conditions avantageuses, taux d'intérêts très bas. La BEI est un organisme de médiation, d'intermédiation, elle emprunte sur le mché fi pour reprêter à des destinataires.
- Banque centrale européenne : elle a été créée en 1998, a son siège à Francfort. Elle constitue le SEBC (système européen des banques centrale. D'un pnt de vue institutionnel administré par un conseil des gouverneurs : 6 membres désignés par E + gouverneurs nationaux. Elle est totalement indépendante, non seulement des E mais également des autres institutions qui peuvent l'influencer dans ces orientations. Ceci étant, le mandat de départ de la banque centrale européenne était clasique mettre en œuvre la pol monétaire de l'Union, s'agissait essentiellement de lutter contre l'inflation ouveiller à stabilité des prix. Dans les 20 premières années de son fct, elle était focalisée sur cet objectif. Mais nulle part dans ces institutions il n'est mentionné qu'on peut en faire un organe de relance économique. Cet organe a considérablement réorienté son mandat, l'a dépassé, mis en place des pol dits non conventionnelles (quantitative easing...).
- Toutes les agences de l'Union Européenne qui sont une trentaine aujourd'hui, déconcentrées. Obj : aider la Commission sur des questions avec un double souci d'expertise technique et d'indépendance/ sont rattachées à la Commission avec une indépendance fonctionnelle : domaines cme la régulation des transports, des médicaments, de la santé, droits fondamentaux, lutte contre l'homophobie...

Conclusion : Le fil rouge qui a guidé ce cours a été d'opposer deux Europe : Europe de la coopération et Europe de l'intégration. Mais dans pratique pas aussi flagrant que cela. Dans cas de l'Europe de la Coopération il y avt des institutions qui avaient évoluées dans un sens de + en + intégratif cme le Conseil de l'Europe avc décisions au 2/3 et CEDH. Et Europe d'intégration qui tend à évoluer vers un modèle de + en + intergouvernemental dans la pratique (culture du consensus...). Non seulement les deux modèles ne sont pas aussi opposés qu'il ne semblait au premier abord mais ne sont pas des Europe hermétiques. Il y a un certain nb de politiques qui sont communes aux deux Europe. Q° des droits de l'h : historiquement c'est la chasse gardée de la CEDH mais au fil du temps devenu qq chose important du droit de l'UE. A l'origine pas du tout garanti dans le cadre de la communauté européenne, à l'origine les institutions communautaires pouvaient agir sans se soucier du respect des drts de l'H. Mais carence comblée par action de la cour de justice et de l'entrée en vigueur récemment de la charte des droits de l'homme. 18 décembre 2014 la cour de justice a refusé l'adhésion de l'UE à la CEDH ? Donc est-ce que l'on ne va pas se diriger vers une seule Europe ?

